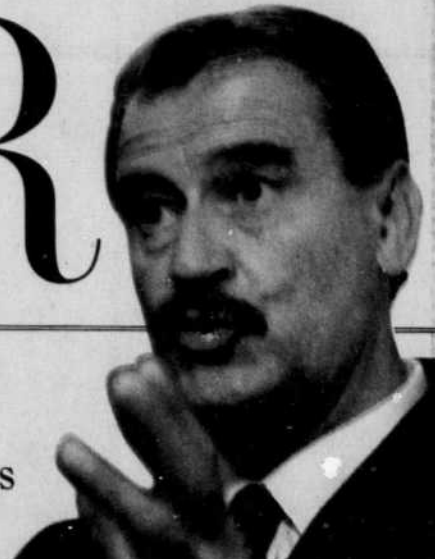


# LE DEVOIR



Luc Durand, l'interprète de Gobelet, emporté par le cancer

Page B 6



Le Mexique rompt avec un régime vieux de 71 ans

Page A 5

VOL. XCI N° 148

LE MARDI 4 JUILLET 2000

\$ 7 c + TAXES = 1 \$



Serge Bouchard

## Le sacrement du Nord

**C**ela existe, le rite de la latitude. Passez l'équateur sur la mer, on vous aspergera de lait de noix, de champagne ou d'eau bénite, toutes choses égales par ailleurs, pourvu que l'intention y soit. Traversez le cercle arctique, on vous bénira de même, avec de la sloche de mer, de la poussière de glace ou quelque encens du genre. Il est des frontières du réel et des lumières sacrées qui en appellent naturellement aux rites de passage. Quand nous les traversons, dans le temps comme dans l'espace, nous repassons nos âmes.

J'ai fait mon premier pas au-delà du cercle arctique, le 26 juillet de l'année 1972, en compagnie de mon frère dont c'était l'anniversaire. Pour souligner tous ces faits, nous avions mangé des hamburgers, nous avions bu du Coca-Cola, nous nous étions embrassés fraternellement. Mon frère était déjà un vieux routier de ces choses-là puisqu'il avait, jeune géologue, passé deux étés sur l'île Hershel, dans la mer de Beaufort, près de la frontière de l'Alaska, sans parler de ses séjours à Tuktoyaktuk et à Inuvik, dans le delta du Mackenzie. Ce frère allait devenir un spécialiste mondial des glaces et des cratères météoritiques, partageant ses recherches entre le Cratère du Nouveau-Québec et le retrait des Mistissini. Quant audit Cratère, c'en est un beau, résultat de la chute d'un météorite en Ungava, il y a de cela quelques millions d'années. J'ai revu mon frère récemment, à Kuujuaq, par hasard. C'est dire combien mon frère se tient encore dans ces coins-là, sur le toit du monde, de la Russie nordique à Ivujivik, en passant par la Finlande et par l'Islande. Des gens comme mon frère, il y en a un petit paquet: ce sont des fossiles vivants. Ils aiment la terre, ils entassent des mémoires comme on empile des pierres. Le Nord les a piégés. Ils y retournent, ils en reparlent, ils en ont les yeux plissés, la peau striée, ils ont des airs de vieux sorciers.

Cultivons-nous assez la fierté de ces enrégés du Nord qui se passionnent pour les glaces, pour la culture inuite, les roches archaïques, les fleurs, les renards blancs, le bœuf musqué, le vent, les généalogies amérindiennes, l'archéologie, l'environnement, la couche d'ozone, les aurores boréales, les archives de la Hudson Bay Company, les toxicomanies, la suicidologie, le lichen, le bou-

leau nain, les Oblats, la musique country, le skidoo long courrier, la minéralogie, les pierres précieuses, le soleil de minuit, la lune de midi, les secrets des lieux sacrés comme les montagnes blanches dans les Otish, au nord du lac Albanel, là où réside le maître de tous les caribous?

La nordicité n'a cure des latitudes et des lignes droites. L'univers boréal est vaste et il prend des proportions considérables lorsqu'on réunit la taïga et la toundra canadienne. La province de Québec est peut-être l'endroit sur la planète où la forêt boréale descend le plus au sud. La plus grande partie du territoire québécois est couvert par la taïga qui est le monde subarctique, pays de l'épinette noire, vaste immensité de «fouettes» souvent rabougris, souvent maingres, reproduits à des milliards de pareils, des flèches dans un carquois disait le botaniste Rousseau, des arbres vieux et résistants qui vous fabriquent des lignes d'horizon pénétrantes et inoubliables. Le Nord descend jusqu'à Val d'Or. Mieux encore, le Québec est la seule province canadienne à posséder un véritable territoire arctique, l'Ungava, la terre de la toundra, la terre sans arbre. Nous sommes nordiques, mais en avons-nous la culture, en avons-nous la volonté, voire même la fierté? En avons-nous seulement la connaissance?

Je serais rassuré si quelqu'un me disait que nos enfants, à l'école, apprennent l'histoire et la géographie des terres qu'ils habitent, qu'on leur parle de Louis Edmond Hamelin ou du Frère Marie-Victorin, qu'on leur enseigne le sens du mot Précambrien; que nos enfants savent où se trouve l'Ungava, qu'ils connaissent la signification du mot Labrador, l'importance historique du village d'Eastmain, qu'ils font la différence entre un pin gris et une épinette noire, entre le caribou et l'orignal, qu'ils savent ce qu'est une forêt boréale, un carcajou, qu'ils apprécient la so-

VOIR PAGE A 8: NORD

### INDEX

Annonces.....	B 5	Monde.....	A 5
Avis publics..	B 3	Mots croisés..	B 5
Culture.....	B 6	Météo.....	B 5
Éditorial.....	A 6	Planète.....	B 2
Entrevue.....	B 1	Sports.....	B 4
Idées.....	A 7	Télévision.....	B 7
Jazz.....	B 8		

## La France accueille ses héros



**UNE FOULE** de plusieurs milliers de partisans a accueilli l'équipe de France de football qui est rentrée au pays au lendemain de sa victoire sur l'Italie en finale de l'Euro 2000. Selon la police, environ 35 000 personnes s'étaient massées devant l'hôtel Crillon, place de la Concorde, pour saluer leurs héros. À lire en page B 5.

### Évaluations environnementales

## Québec passe outre ses règlements

*L'Environnement a même fourni une autorisation illégale à une pisciculture*

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Le ministère de l'Environnement (MENV) ne respecte pas l'exigence la plus fondamentale de sa loi, à savoir évaluer complètement les projets industriels, agricoles ou de pisciculture qui lui sont soumis, révèle une série de documents confidentiels obtenus par *Le Devoir*.

C'est ainsi que l'Environnement a autorisé illégalement les opérations de la pisciculture Thauvette, située à Notre-Dame-du-Laus, dans l'Outaouais, qui peut désormais produire 180 tonnes de poissons par année dans un milieu récepteur où elle pouvait «dans les meilleures conditions» produire de trois à quatre tonnes de truites.

C'est ce qu'affirme un avis juridique remis au Comité exécutif (COMEX) du ministère de l'Environnement,

VOIR PAGE A 8: RÈGLEMENTS

### Mourir à la maison

## Le purgatoire, le cœur encore battant

*Trop de malades en phase terminale terminent inutilement leur vie en d'incessants aller-retour entre la maison et l'hôpital*

Autrefois, les gens rendaient leur dernier souffle dans leur lit et l'exposition de leur dépouille se faisait dans le salon. La mort fut ensuite aseptisée, contenue à l'hôpital et au salon funéraire. Suite logique au virage ambulatoire, la mort à domicile revient en vogue, sans que le réseau de la santé n'y soit cependant préparé.

LOUISE LEDUC  
LE DEVOIR  
Premier de trois articles

Il y a ceux qui meurent d'un cancer dans un couloir de l'urgence, dans l'attente d'un lit à l'étage, d'autres, dans l'ambulance, parce que leurs proches, mal préparés à la mort qui approchait, ont paniqué et appelé le 9-1-1. Il arrive parfois aussi qu'un cancéreux ayant omis de remplir sa demande de

non-réanimation fasse l'objet de tentatives désespérées des ambulanciers. Mieux informés, ses proches auraient su qu'une fois la mort venue, plus rien ne presse et que même, il vaut mieux attendre que le cadavre soit un peu froid avant de téléphoner à Urgences-Santé.

«Il y a de ces décès que l'on ne souhaite à personne», lance le doc-

teur Geneviève Dechêne, omnipraticienne au CLSC Verdun-Côte-Saint-Paul spécialisée en soins palliatifs à domicile.

Et l'absurde de triompher, même sur la mort. Quand aucun médecin n'est disponible pour constater un décès, de deux choses l'une: soit le corps est transporté à l'urgence, soit le médecin d'Urgences-Santé se déplace pour constater le décès.



Dr. Benoît Deschamps

«Pourtant, Urgences-Santé est déjà suffisamment débordé avec les vivants!», lance le docteur Dechêne.

VOIR PAGE A 8: MORT

## Un Québec indépendant devrait choisir le dollar américain

*Le huard est moins attrayant que le billet vert, juge le Nobel Robert Mundell*

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Un Québec indépendant ferait mieux d'adopter le dollar américain plutôt que la devise canadienne, estime le premier et seul prix Nobel canadien d'économie, Robert Mundell.

De passage à Paris pour une réunion de la Banque mondiale, l'économiste récompensé l'automne dernier par l'Académie royale des sciences de Suède estime que le billet vert offre beaucoup plus d'avantages que le huard.

«Si le Québec se sépare un jour, les Québécois voudront probablement conserver le dollar canadien pour protéger leurs retraites. Ils feraient pourtant mieux d'adopter le dollar américain. Arrimer sa monnaie, c'est comme conclure une alliance et prendre une police d'assurance. Plus la zone est grande, plus les chocs pourront être évités.»

VOIR PAGE A 8: DOLLAR

### FESTIVAL DE JAZZ

## Trois gars et un tableau

Le Festival international de jazz de Montréal, c'est maintenant connu, carbure à d'autres sauces qu'à la seule saveur jazz. Cette année, la Louisiane est aux premières loges. Le Brésil aussi. Depuis quelques années, voilà que le techno se met de la partie. Et qui dit techno, dit de plus en plus Heavyweight Art Installation.

BERNARD LAMARCHE  
LE DEVOIR

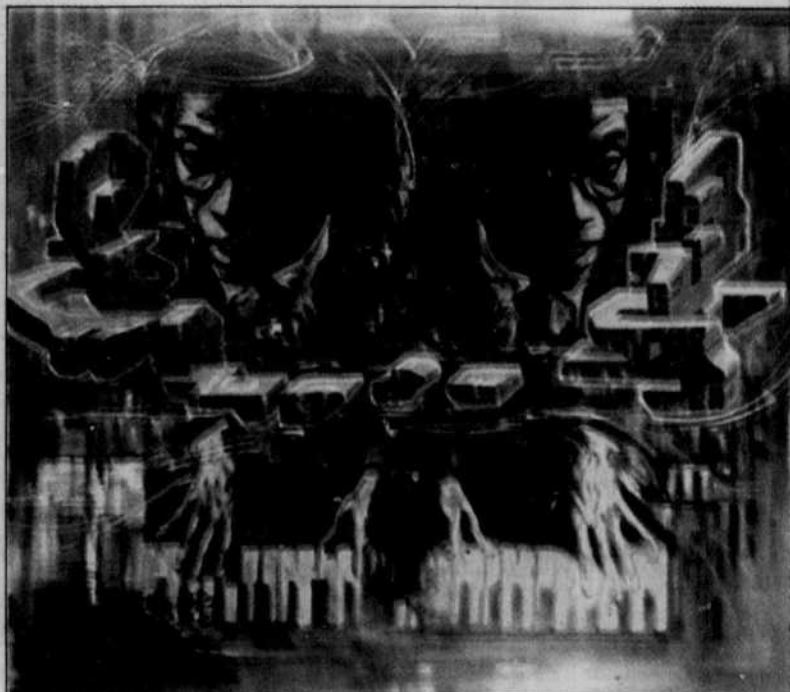
La culture, prenez celle qui vous plaît, qu'elle vienne avec un grand ou un petit «c», n'aime pas s'agglutiner trop longtemps autour du même noyau. S'il fallait prendre le Festival international de jazz de Montréal comme exemple de la culture en transformation constante, force est d'admettre que l'hybridation est la soupe de sûreté de la culture. L'affaire n'est pas nouvelle. Mais qui aurait pu dire, il y a quelques années, que le techno aurait sa série au royaume du jazz qu'est le FJMJ? Or, il y en a une, au Club Soda, en récurrence, qui minuit.

La série techno, qui prend de l'ampleur au FJMJ depuis son lancement, avait permis notamment au médiatisé

groupe Bran Van 3000 de poser ses (presque) tout premiers pas sur une scène, avec ses quinze musiciens et plus. L'an dernier dans cette série, le remarqué Amon Tobin avait fait lever les planches du Métropolis.

La formule prend sa place, mais connaît encore ses ratés. Tout n'est pas rose dans ce secteur. Jeudi dernier, les Dj du collectif japonais UFO, les United Future Organization, forts sur disque, n'ont vraiment rien cassé sur scène, à leurs débuts montréalais. Ceux des britanniques Nightmares on Wax, vendredi, ont frappé fort aux portes fortement teintées d'influences R&B du hip hop et aussi du rap, sans jamais toutefois les défoncer. Samedi, les Américains de la côte Ouest Blac-

VOIR PAGE A 8: TABLEAU



## • LES ACTUALITÉS •



REUTERS

Mercredi soir, Preston Manning affrontera son adversaire à la direction de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, lors d'un débat télévisé.

Course à la direction de l'Alliance canadienne

## Preston Manning nie dépeindre Stockwell Day comme un extrémiste

JIM BROWN  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Preston Manning a nié, hier, tenter de dépeindre son rival dans la course à la direction de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, comme un extrémiste. Il répète qu'il souhaite être perçu comme le candidat capable de bâtir des consensus, et celui qui est le plus apte à porter le parti au pouvoir à Ottawa.

«Il y a très peu de campagne négative. Le message que nous essayons de passer est que l'alliance Manning-Long peut remporter la victoire en Ontario», a déclaré hier M. Manning lors d'un point de presse.

Tom Long, un organisateur électoral des conservateurs de l'Ontario, est arrivé troisième lors du premier tour de scrutin, tenu le mois dernier, en vue d'élire le premier chef de l'Alliance canadienne. Il a par la suite donné son

appui à M. Manning. M. Long devrait se joindre à M. Manning cette semaine pour une tournée du sud de l'Ontario et de l'Alberta, en vue de promouvoir la candidature de l'ancien chef du Parti réformiste, avant la tenue du deuxième tour de scrutin, samedi.

«C'est le candidat le plus équilibré. Dans une situation de grand stress, je suis sûre qu'il dirait ce qu'il faut, et qu'il ferait ce qu'il convient de faire», a déclaré hier une ancienne conseillère de M.

Long, Sandra Buckler, à propos de M. Manning.

Les partisans de M. Day sourcilent en entendant ce genre de commentaires, émis selon eux dans le but de discréditer le grand rival de M. Manning, qui a devancé l'ex-chef réformiste lors du premier tour. Ils soutiennent que les partisans de M. Manning aiment laisser entendre que, s'il devient chef, M. Day divisera les troupes en raison de ses positions controversées sur l'avortement, la peine de mort et les droits des gays et lesbiennes.

M. Manning n'a rien fait hier pour effacer cette impression. «Je crois que si les partisans de l'Alliance sont divisés, le parti ne pourra pas faire une percée lors de la prochaine élection. J'ai travaillé très dur pour amener le parti là où il est, et je n'aimerais pas que cela se produise», a dit M. Manning.

Lors du premier tour de scrutin, quelque 119 000 membres de l'Alliance se sont prévalus de leur droit de vote. Du total, 44 % avaient donné leur appui à M. Day, et 36 % à M. Manning. Quant à lui, M. Long récoltait 18 % des votes. M. Manning espère que lors du deuxième tour un plus grand nombre de membres voteront et que les partisans de M. Long lui feront confiance. Mercredi soir, les deux candidats s'affronteront lors d'un débat télévisé.

### Conférence des ministres de l'Agriculture

### Aliments transgéniques au menu

CHRIS MORRIS

PRESSE CANADIENNE

Fredericton — Malgré les nombreuses difficultés et le mécontentement qui ont marqué cette année le secteur agricole, la conférence fédérale-provinciale annuelle des ministres de l'Agriculture s'ouvre aujourd'hui à Fredericton dans une atmosphère relativement calme.

«L'optimisme est beaucoup plus présent cette année», indique le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, Dwain Lingenfelter.

Le prix des récoltes s'est amélioré, et surtout, la météo s'est montrée moins cruelle que l'an dernier, alors que les champs étaient détrempés dans certaines provinces et complètement asséchés dans d'autres.

Ce qui ne signifie pas pour autant que les agriculteurs canadiens soient satisfaits. Les ministres auront une longue liste de revendications à soumettre au ministre fédéral de l'Agriculture, Lyle Vanclief. Les aliments transgéniques, les changements climatiques, le commerce international et un programme de protection de revenu seront au cœur des discussions.

Au Nouveau-Brunswick, la question des aliments transgéniques a déjà un impact considérable sur le secteur agricole. Il y a quelques mois, McCain Foods Ltd, établi à Florenceville, dans cette province, a annoncé son intention de ne pas utiliser des pommes de terre génétiquement modifiées, même si des tests scientifiques démontraient qu'elles étaient sans danger et se cultivaient facilement.

«La décision de la compagnie McCain de ne pas utiliser des pommes de terre transgéniques n'a rien à voir avec la science et tient compte avant tout des pressions exercées par les consommateurs», a déclaré Bruce Oliver, de la Fédération des agriculteurs du Nouveau-Brunswick. «C'est une question importante pour notre industrie, et nous devons participer au processus décisionnel.»

Les ministres tenteront en outre de régler la question controversée de l'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole. Les agriculteurs réclament un programme stable et à long terme qui leur permettrait de survivre aux sécheresses, aux inondations et au faible prix des denrées.

La ministre de l'Agriculture du Manitoba, Rosann Wowchuk, souligne que le programme offert actuellement par Ottawa s'élève à 435 millions pour tout le pays, alors qu'il était auparavant de 500 millions. Les coûts des programmes de sécurité offerts aux agriculteurs sont partagés entre les deux paliers de gouvernement.

En vertu d'un projet d'entente entre le gouvernement fédéral et les provinces, le financement annoncé précédemment pour les programmes d'appui aux exploitations agricoles a été remanié de façon à investir davantage dans les programmes permanents, comme l'assurance-récolte.

## MA BANQUE

### met le parquet

# de la bourse

### au bout de mes doigts



Bienvenue à



Les premiers services bancaires et d'investissements sans fil au Canada qui vous permettent d'échanger des titres et de faire à peu près n'importe quoi, n'importe où.

Avec un téléphone cellulaire qui donne accès à Internet, la vente et l'achat de titres est plus facile que jamais. Vous pouvez en effet demander des cotations sur des actions et des indices boursiers, obtenir le cours des parts de fonds mutuels, créer et recevoir des alertes relatives à des titres, ou visionner votre portefeuille. En fait, vous pouvez faire à peu près les mêmes transactions que si vous étiez à la banque. Et, s'il vous reste une minute de répit, pourquoi ne pas consulter les nouvelles et les derniers résultats sportifs?

L'avenir est arrivé. Il s'appelle Veev. Visitez notre site Web au [www.bmo.com](http://www.bmo.com)

Ma Banque<sup>SM</sup>



Banque de Montréal

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## La rivière La Guerre pollue de nouveau les plages du lac Saint-François

La rivière La Guerre, le premier cours d'eau québécois en amont du Saint-Laurent à côté de la frontière américaine, s'arrête à un barrage situé à son embouchure dans le lac Saint-François. Mais ses eaux ne tombent pas en bas du barrage mais sont plutôt hissées en haut à grands frais avec des pompes pour être déversées dans le fleuve, dont le niveau à cet endroit est plus élevé que celui de son effluent! Mais qui dit pompes, dit succion et rejets de contaminants, de bactéries et de virus de ce milieu agricole dans le lac fluvial le moins contaminé du Saint-Laurent!

LOUIS-GILLES  
FRANCEUR  
LE DEVOIR

La municipalité de Saint-Anicet, située sur la rive Sud du Saint-Laurent, a recommencé à pomper récemment les eaux de la rivière La Guerre sans analyser, ni publier les impacts de ces rejets d'eaux contaminées sur les berges intensément peuplées du lac Saint-François, contrairement à ce qui avait été décidé l'an dernier.

ment à ce qui avait été décidé l'an dernier.

Selon les informations obtenues de plusieurs résidents mécontents, les pompes ont notamment été actionnées en fin de semaine, la nuit, sans que les rivières situés en aval ne soient prévenus de ces rejets. Aucune analyse de cette eau, contaminée par les fumiers et lisiers agricoles épanchés régulièrement sur les terres du bassin versant de la ri-

vière La Guerre, n'a été effectuée, ni cette fois, ni les précédentes récemment, comme cela avait été décidé par la municipalité l'an dernier. Ces analyses étaient alors affichées devant l'hôtel de ville.

Joint hier au téléphone hier, le nouveau représentant des citoyens sur le Comité technique provincial-municipal (Ottawa se dérobe à chaque invitation) chargé de résoudre les problèmes de pollution engendrés par les eaux brunes de la rivière La Guerre, André Bouchard, a reconnu que la situation était «pour le moins préoccupante». André Bouchard, ancien Conservateur du Jardin botanique de Montréal est maintenant professeur d'écologie à l'Université de Montréal.

«Je serais personnellement fort inquiet de laisser des enfants se baigner dans cette eau, qui transporte non seulement des coliformes provenant des fumiers mais aussi, et c'est encore plus dangereux, des virus, explique le chercheur universitaire. On chlore les piscines de peur que les enfants n'en avalent l'eau, ce que les adultes en général évitent. Il est évident qu'on a ici un problème important mais que les gouvernements vont probablement intervenir une fois qu'on aura eu un problème de santé important. L'eau de la rivière La Guerre n'est pas filtrée par des marais. Et cette pollution s'écoule le long des rives où sont installés les riverains. C'est comme si je vidangeais ma fosse septique dans le lac Saint-François. Mon voisin aurait raison d'être surpris de mon geste et d'y voir des risques pour sa santé et celle de ses enfants.»

Le bassin versant de la rivière La Guerre abrite une trentaine de fermes, dont quelques-unes seraient noyées, du moins en partie, si on n'avait pas forcé le fleuve à cet endroit à se retirer des terres pour pouvoir cultiver plus tôt au printemps. Pour se débarrasser des eaux de cette rivière dont le ni-

veau est plus bas que le fleuve dans lequel elle est censée se déverser, on a inversé dans le passé son cours vers la rivière Saint-Louis, qui manque d'eau. Mais l'expérience a avorté après quelques années en raison des afflux trop forts à certains moments.

Alors, au lieu de s'attaquer à la pollution diffuse de ce milieu agricole, le Comité technique chargé de régler les problèmes d'envasement et de pollution de la rive du Saint-François a proposé le 3 juin dernier de construire un long tuyau dans le lac qui rejeterait, loin au large, les eaux sales pompées dans la rivière. Les citoyens et les riverains ont refusé massivement cette solution qui reportait, à leur avis, un peu plus loin le problème sans le régler, alors même qu'ils y auraient gagné un répit sur leurs plages.

André Bouchard estime pour sa part «qu'il faudrait cesser tout de suite le pompage des eaux polluées entre le

15 juin et le 15 septembre, par mesure de sécurité».

Il faudrait, dit-il, «attaquer le problème à sa source en faisant de ce petit bassin versant un véritable site d'expérimentation des techniques de contrôle de la pollution diffuse d'origine agricole en utilisant toutes les ressources naturelles comme les marais, les bandes filtrantes, etc. Bien sûr, il faudrait rembourser les agriculteurs si l'intérêt public exigeait l'utilisation de certains terrains à des fins de restauration du cours d'eau. Et il ne faut pas non plus rejeter l'idée de détourner une partie des eaux de la rivière vers la Saint-Louis à la condition que cela ne remplace pas la restauration écologique du cours d'eau. Cela pourrait aider à les résultats qu'on obtiendrait en contrôlant les impacts du drainage, des épandages et de l'érosion si on veut une solution à long terme, autant pour les agriculteurs que pour la population riveraine.»

## Mourir à domicile

## Un choix qui n'est pas à la portée de tous

En Italie et en Grande-Bretagne, bien entourés par leur famille et par une équipe soignante bien organisée, plus de 60 % des gens meurent dans leur maison, dans leur lit. Au Québec, c'est à Westmount que les malades en phase terminale terminent le plus leurs jours à la maison, mais dans seulement 18 % des cas. Non, la mort à domicile n'est pas à la portée de tous, pas plus qu'elle n'est souhaitée ou souhaitable pour tout le monde.

LOUISE LEDUC  
LE DEVOIR

Les membres d'une même famille, des «aidants naturels»? Loin de là. Comment accepter que sa propre mère, qui a changé vos couches, ait besoin, à l'approche de sa mort, de faire changer les siennes? Comment survivre à ces derniers moments, si chargés émotionnellement, lors desquels il faut parfois taire une vie de rancœur? Comment vivre avec sa peur de la mort? Comment oublier ces légendes familiales voulant que la grand-tante soit morte en poussant d'affreux cris à donner froid dans le dos?

Il n'est certes pas facile d'accompagner un mourant. «Toute l'histoire des relations familiales se cristallise à l'approche de la mort», note Luce Des Aulniers, directrice du Centre d'étude sur la mort à l'UQAM et directrice de la revue *Frontières*. «Sur le plan humain, ça peut être l'occasion d'aller au bout d'une relation et ces moments, lorsque bien vécus, peuvent orienter le reste de vos jours. À l'inverse, la mort peut aussi, dans une famille, devenir une véritable poudrière.»

Les dynamiques affectives se font alors explosives. «Certains y vont de déclarations d'amour à l'emporte-pièce, d'autres requièrent une telle attention qu'ils en deviennent envahissants et donnent à leurs proches l'impression d'être eux-mêmes entraînés dans la mort.»

À cela s'ajoutent mille peurs: celle de ne pas dispenser des soins adéquats et de précipiter un décès par son incompetence, celle de vivre des sentiments trop profonds, celle de voir dépérir à vue d'œil la personne aimée.

## Batailles rangées

Se jouent aussi, au chevet d'un mourant, des batailles rangées, et ce, depuis la nuit des temps. «Depuis toujours se tient une bagarre pour recueillir les dernières paroles du mourant, poursuit Mme Des Aulniers. Autrefois, le curé n'était jamais loin, toujours prompt à rappeler que Satan n'était jamais loin de celui qui ne se repentait pas. À ses côtés se tenait le notaire, plume à la main, pour vite faire signer le

testament avant le dernier souffle. Même si la chose va choquer, il faut le dire: aujourd'hui, c'est au tour des infirmières, des médecins, des préposés et des bénévoles de se livrer à de vaines luttes de pouvoir auprès du mourant.»

Angèle Saint-Germain, infirmière consultante en soins palliatifs à domicile, croit elle aussi que les patients paient le prix d'une bien vaine rivalité. «Je ne connais pas un seul médecin capable de soulager seul la douleur d'un malade. Il doit apprendre à écouter les infirmières, qui sont les plus présentes auprès du patient. Nous devons absolument apprendre à travailler ensemble, en complémentarité.»

Mais même si des relations idéales s'établissent au sein de l'équipe soignante et même si le gouvernement faisait des soins à domicile l'une de ses réelles priorités, jamais plus de 60 % des gens ne pourraient mourir à la maison, note Geneviève Dechêne, omnipratricienne au CLSC Verdun-Côte-Saint-Paul spécialisée en soins palliatifs à domicile. «Il restera toujours des gens qui préféreront mourir à l'hôpital, qui vivent seuls ou dont la famille n'est pas prête à vivre la mort de si près.»

## Un projet-pilote concluant

Un projet-pilote actuellement en cours dans quelques CLSC de Montréal obtient actuellement les meilleurs résultats, avec un taux de décès à domicile de 50 %. «Des infirmières peuvent être jointes 24 heures sur 24 et répondent à bon nombre des besoins. Pour le reste, nous sommes une dizaine de médecins à faire chacun notre tour notre semaine de garde», explique le docteur Benoît Deschamps, médecin spécialisé en soins palliatifs à domicile au CLSC Saint-Louis-du-Parc.

Et pourquoi en général, en dehors de ce projet-pilote, est-ce à Westmount que l'on parvient le plus à mourir à domicile? «C'est tout simple», conclut le docteur Deschamps. «À Westmount, les familles comptent souvent des médecins parmi leurs connaissances et ont les moyens d'engager des préposés pour pouvoir dormir la nuit.»

## EN BREF

## Louise Beaudoin à la rencontre des gouverneurs et ministres

(PC) — La ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, représentera le gouvernement du Québec à la 25<sup>e</sup> Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers mi-

nistres de l'Est du Canada, les 16, 17 et 18 juillet prochains à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Les membres de la conférence se retrouvent ainsi tous les ans pour faire progresser des dossiers communs et échanger sur des sujets qui les concernent directement. Deux entreprises québécoises participeront au Forum des gens d'affaires: Gaz Métropolitain et Licorne Navigation/Setram International. C'est la première fois que des entrepreneurs pourront discuter avec les gouverneurs et les premiers ministres membres de la Conférence.

## Fête nationale des États-Unis



De petits voiliers escortent la garde-côte américaine Eagle, en route pour New York où il doit participer aujourd'hui à une immense parade navale à l'occasion de la Fête de l'indépendance.

## La baie de New York est envahie par une armada internationale

ANA MARIA ECHEVERRIA  
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Une armada multicolore de bateaux du monde entier a envahi hier le port de New York sous les acclamations du public, pour célébrer aujourd'hui, lors d'une immense parade navale, la fête nationale des États-Unis.

Près de 150 voiliers, frégates et bâtiments de guerre sont armés aux rives du fleuve Hudson, au pied des gratte-ciels new-yorkais après avoir pris la mer en provenance de 50 pays. Ils célébreront aujourd'hui, en participant au plus grand défilé naval de l'histoire, la fête de l'indépendance américaine, la première du XXI<sup>e</sup> siècle, selon ses organisateurs.

Les bateaux venus d'Argentine, du Brésil, du Canada, de Colombie, du Chili, de France, de Grèce, d'Inde et du Japon notamment, ont à leur bord 28 000 marins, qui se perdent parfois dans la foule des touristes et New-yorkais venus admirer les navires. Ils défilent aux côtés de quelque 700 000 petites embarcations privées.

Aujourd'hui, quatre millions de spectateurs devraient assister des embarcadères à la parade, enrichie au sol par des clowns, groupes musicaux, et danseurs.

«Oubliez la fête du millénaire, celle-ci sera la plus grandiose de New York», a prévenu Gregory Perrin, vice-président du comité Opsail, organisateur de la parade.

## Spectacle imposant

«C'est l'un des spectacles navals les plus importants de tous les temps», a renchéri le présentateur-vedette Walter Cronkite, président d'honneur d'Opsail et fou de voile depuis 40 ans.

Parmi les navires présents, une réplique de l'Amistad, un bateau qui acheminait des esclaves au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'histoire de ce navire sous pavillon espagnol avait marqué le mouvement abolitionniste aux États-Unis: le 2 juillet 1839, 53 Africains se révoltèrent, au large des côtes cubaines. Capturés, les esclaves finirent par obtenir leur

libération, lors d'un procès aux États-Unis.

Autre bateau imposant, arrivé hier, le US Nassau, un bâtiment américain qui a la taille d'un hôtel. Il sera salué, aujourd'hui, par le président américain Bill Clinton, qui participera à la parade à bord du Hue City.

En fin du défilé, les New-Yorkais seront encore gâtés: «au-delà du grandiose», c'est ainsi qu'ont été surnommés les feux d'artifice qui clôtureront la fête. Pendant une demi-heure, 60 tonnes d'explosifs déverseront des lumières multicolores sur la baie.

## Une athlète succombe aux morsures d'un ours

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le fait est rarissime, mais les apparences sont là: la jeune sportive retrouvée morte dans un sentier d'entraînement de Valcartier, dimanche, pourrait avoir été attaquée par un ours. Cet événement tragique fait suite à un premier incident survenu il y a quelques semaines, alors que des cyclistes avaient signalé avoir été poursuivis par un ours dans le même secteur.

L'autopsie qui sera réalisée demain à Montréal confirmera si Mary Beth Miller, une biathlète de 24 ans de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, a bel et bien succombé à la morsure qui lui a été faite à la nuque, tel que le pensaient hier les autorités policières. Il n'est pas exclu non plus qu'elle ait été d'abord victime d'un malaise et que l'ours s'en soit pris à elle alors qu'elle était au sol, peut-être inconsciente.

Mais selon Claude Desrochers, agent de conservation de la faune, il ne fait aucun doute qu'un ours peut casser le cou d'un humain d'un seul coup de mâchoire.

Selon Gilles Lamontagne, biologiste au Service du développement de la faune du gouvernement du Québec, il n'existe jusqu'à présent qu'un seul cas documenté de mort humaine causée par un ours dans la province.

CLUB  
402  
HOMME



Coupe-vents importés d'Italie réversibles

GRAND SOLDE D'ÉTÉ  
175\$ seulement  
RÉGULIER 350\$

1118, rue Ste-Catherine O.  
2e étage, Montréal  
Tél.: (514) 861-3636

## loto-québec

649		résultats	
Tirage du 2000-07-01		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 932	534,90 \$
5/6+	13	44	596,90 \$
5/6	234	1 982	10 \$
4/6	12 988	68,40	\$
3/6	247 746	10,00	\$
Numéro complémentaire: 04		Ventes totales: 14 094 511 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

419		résultats	
Tirage du 2000-07-01		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000	000,00 \$
5/6+	0	50	000,00 \$
5/6	33	500,00	\$
4/6	1 674	50,00	\$
3/6	26 081	5,00	\$
Numéro complémentaire: 41		Ventes totales: 570 720,00 \$	

Extra		résultats	
Tirage du 2000-07-01		GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS	LOTS	7/7	2 500 000,00 \$
300424	100 000 \$	6/7+	67 515,10 \$
00424	1 000 \$	6/7	1 875,40 \$
0424	250 \$	5/7	2 960
424	50 \$	4/7	63 156
24	10 \$	3/7+	58 628
4	2 \$	3/7	517 797
Numéro complémentaire: 12		partic. gratuite	
		Ventes totales: 7 492 746 \$	
		Prochain gros lot: 2 500 000 \$	

Extra		résultats	
Tirage du 2000-06-30		GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS	LOTS	7/7	2 500 000,00 \$
966572	100 000 \$	6/7+	67 515,10 \$
66572	1 000 \$	6/7	1 875,40 \$
6572	250 \$	5/7	2 960
572	50 \$	4/7	63 156
72	10 \$	3/7+	58 628
2	2 \$	3/7	517 797
Numéro complémentaire: 12		partic. gratuite	
		Ventes totales: 7 492 746 \$	
		Prochain gros lot: 2 500 000 \$	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

## Pistes cyclables



Le projet de Réseau vert utilise l'accotement de la petite ceinture du chemin de fer du CP, notamment de la cour de triage Outremont à la cour de triage Papineau, pour une promenade dans le Montréal industriel du début du siècle.

## Le Réseau vert de Montréal reprend le devant de la scène

Seuls trois kilomètres de piste ont été réalisés jusqu'à maintenant sur les 250 prévus au départ

JEAN CHARTIER  
LE DEVOIR

Le Réseau vert de Montréal reprend le devant de la scène avec un budget de 10 millions pour les voies cyclables. La vice-présidente du comité exécutif de Montréal, Noushig Eloyan, a confirmé récemment qu'une entente à ce sujet avait été signée avec Québec. Le Réseau vert se verra donc attribuer une portion du budget de 115 millions annoncé par Québec pour l'amélioration du réseau de transport de l'île de Montréal.

Robert Boivin, vice-président de Vélo-Québec, explique que le Réseau vert vise à relier l'île autrement qu'avec le seul axe de l'avenue Christophe-Colomb. Il parle d'un chemin réservé aux seuls cyclistes, sans conflit avec les automobilistes, sans feu de circulation et avec un lien avec la piste du petit train du Nord.

Le Réseau vert a été conçu pour être aménagé le long du chemin de fer, dès 1983, par le ministère du Tourisme. Il devait s'étendre sur 250 kilomètres, soit de la montagne de Rigaud au mont Saint-Bruno, avec des embranchements.

«La piste trans-île, c'est un joyau. Il n'y a pas d'automobile entre le fleuve et la rivière des Prairies avec le Réseau vert», explique Robert Silverman, du Monde à bicyclette. «On a un immense potentiel. J'ai reçu une lettre du maire Bourque qui fait référence au Réseau vert. Il écrit qu'il est lui-même un cycliste et qu'il est d'accord avec ça. C'est à Québec qu'on traîne la patte. Moi, je tiens en haute estime, le maire. Déjà, Montréal a gagné le prix pour la pratique du vélo. Moi, je suis optimiste.»

Toutefois, on n'a pas dépassé le stade des trois premiers kilomètres du Réseau vert, de la rue Saint-Urbain à la rue Iberville, près du boulevard Rosemont. Néanmoins, les Montréalais des quartiers voisins, le Mile End et la Petite Patrie, utilisent en grand nombre ces trois premiers kilomètres.

### Tronçons achevés

Le plan directeur, approuvé en 1994, avait prévu un tronçon de 15 kilomètres pour relier le fleuve à la rivière des Prairies, ce qui permettrait d'éviter le trafic, en suivant la petite voie de ceinture du CP, puis la voie du nord du CP. En fait, on devait aménager une première piste de la cour de triage Hochelaga à la baie de Bordeaux.

Mais on n'a achevé qu'un tronçon de trois kilomètres au coté de trois millions. Pourtant, une entente avait été négociée avec le CP en octobre 1990, une entente annoncée par Jacques Côté, le président du CP à l'époque, pour 5,5 kilomètres, le tronçon initial du parc Jarry à la cour Hochelaga.

Puis, le plan de développement des usines Angus, adopté en 1996, prévoyait un parc central et de petits parcs. Des buttes de terre ont été ajoutées en bordure du chemin de fer, pour la piste cyclable qui s'arrête au viaduc Iberville.

«Ce trajet, c'est bien mieux que la piste cyclable de l'avenue Christophe-Colomb», explique Jean Décarie, le géographe qui a travaillé dès le début à la conception du projet pour le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. «C'est sécuritaire, il n'y a pas de rue à traverser, et ça permet la découverte du paysage ur-

bain, ce qu'on n'a pas dans Christophe-Colomb, où les cyclistes ont toujours peur de se faire écraser.»

### Avantages

À son avis, 15 kilomètres, cela peut se faire pour trois millions, en moins d'un an. «Il ne s'agit pas d'installer une structure lourde. Un revêtement de poussière de roche à côté du chemin de fer, ça suffit. Sur-tout pas de murs de soutènement qui coûtent les yeux de la tête.»

La situation foncière n'a pas changé. «On avait signé une entente préalable avec le CP, ça ne coûtait rien avec les échanges de terrain. Ça prend cinq mètres de large pour la piste. On vise dix mètres mais, à certains endroits, entre le mur d'une usine et le rail, quatre mètres, ça suffit.»

Il raconte que l'emprise du CP reste idéale pour une piste cyclable. Cette emprise a 25 mètres; dans les années vingt, les viaducs étaient construits à une telle largeur et il n'y a plus de débit de desserte latérale, de sorte que le CP dispose de huit mètres de chaque bord du chemin de fer, inutilisés, et valables pour une piste cyclable.

Jean Décarie évoque la diagonale des rails sur la trame octogonale des rues: «Le chemin de fer vient avant la ville. Il fait une hypothèse au lieu d'un carré. Tu traverses la ville d'une façon plus rapide et plus agréable par le chemin de fer et tu es sur le mode aérien, avec le remblai. C'est un belvédère permanent. Tu découvres la ville d'en haut. Le chemin de fer a provoqué le développement des quartiers et c'est ce qu'on suit.»

Autrement dit, cela constitue la meilleure façon de découvrir la ville. Voilà pourquoi une piste cy-

clable dans les friches industrielles du CP offrirait une vision extraordinaire de Montréal. Mais, depuis 1983, la planification du site du mont Royal et du Réseau vert n'a pas avancé de façon continue.

Néanmoins, de nombreux citoyens utilisent le premier tronçon du Réseau vert pour leur promenade, le jogging, le vélo. Cependant, une rallonge au parc Jarry et à la rue Rachel fourniraient des destinations qui en deviendraient «des générateurs de clientèle».

L'étude de faisabilité avait prévu le tronçon sur 15 kilomètres avec un premier projet-pilote de 5,5 kilomètres. Au-delà de celui-ci, le parcours au nord du parc Jarry a un grand intérêt avec des coulées vertes près de la prison de Bordeaux et près de la rivière des Prairies. Le reste que la portion la plus spectaculaire avoisine les usines des cours de triage d'Outremont, de la rue Papineau et dans Hochelaga-Maisonneuve.

Jean Décarie raconte ainsi cette vision des choses: «On se sent sur un belvédère quand on suit le chemin de fer. C'est une découverte du patrimoine industriel. Tu découvres les entrailles de la ville, les muscles, tu vois que la ville, c'est une machine. Tu te retires de l'approche consumériste.»

Après un moment, il conclut: «Quand tu passes dans l'arrière-lot des usines, cela rend la ville intelligible. Et ça permet de réunir les quartiers. Lorsque les usines fonctionnaient, il n'y avait pas de clôture. À Saint-Henri, le chemin de fer passait dans la rue. Après la fermeture des usines, les clôtures ont fait leur apparition et le chemin de fer est devenu un élément étranger dans la ville.»

## Air Canada

## Les négociations se poursuivent avec les pilotes

Les syndiqués seront assurément au travail jusqu'à vendredi

PRESSE CANADIENNE

Pendant que les voyageurs renaient leur souffle, les négociations se poursuivent, hier, entre Air Canada et ses pilotes, en vue d'éviter la grève. Et elles se poursuivront aujourd'hui.

Mais il a été impossible, hier, d'en apprendre davantage sur le processus en cours et la tenue des discussions, le tout se déroulant à huis clos et les deux parties préférant garder le silence pour ne pas nuire au bon déroulement des choses.

«Les négociations se poursuivent. C'est à peu près tout ce que je peux dire», a simplement indiqué une porte-parole d'Air Canada, Michele Meier.

Pour sa part, l'Association des pilotes d'Air Canada s'est abstenue hier de tout commentaire.

En fin d'après-midi, la direction d'Air Canada a transmis un communiqué pour dire que les négociations se poursuivraient aujourd'hui. «Air Canada est toujours déterminée à parvenir à un règlement sans perturbations pour ses clients», écrit la porte-parole du transporteur aérien, Nicole Couture-Simard, dans un com-

muniqué laconique de huit lignes.

Les syndiqués doivent donner un préavis de grève de 72 heures, de sorte qu'ils seront assurément au travail jusqu'à vendredi.

La dernière séance de négociations a débuté mercredi dernier, et les deux parties ont convenu de demeurer à la table tout le week-end. Le contrat de travail des pilotes d'Air Canada a pris fin le 1<sup>er</sup> avril, et 95 % des syndiqués ont voté en faveur de la grève, le 26 juin.

Une grève de 13 jours a déjà immobilisé le transporteur aérien en septembre 1998. Mais un arrêt de travail risquerait cette fois d'être plus lourd de conséquences pour les voyageurs. À la suite du rachat des Lignes aériennes Canadien International et de ses partenaires régionaux, Air Canada détient désormais pratiquement un monopole sur les vols intérieurs.

Les demandes du syndicat, qui représente 2200 pilotes, portent principalement sur les salaires, le régime de retraite, les conditions de travail et la sécurité d'emploi.

On estime que 50 000 voyageurs — soit 40 % du transport aérien intérieur — empruntent chaque jour les avions d'Air Canada.

50 000

voyageurs

empruntent

chaque jour

les avions

d'Air Canada

## Rapport des Nations unies

## La croissance mondiale devrait atteindre 3,5 % en 2000

REUTERS

Nations unies — L'économie mondiale devrait croître de 3,5 % en 2000 et pourrait tirer avantage des nouvelles technologies, mais des chocs sont possibles à moyen terme du fait des déséquilibres commerciaux et du resserrement monétaire, selon un rapport des Nations unies publié hier.

Sont attendues une poursuite de l'essor en Amérique du Nord et une amélioration dans la plupart des autres parties du monde, en particulier l'Asie du Sud et de l'Est, l'Amérique latine et l'Europe, résume le rapport 2000 de la Commission économique et sociale de l'ONU (EcoSoc).

Cependant, la croissance dans la plupart des pays les plus pauvres n'atteindra pas les objectifs que nécessite la lutte contre la pauvreté, ajoutent les auteurs du rapport.

La récente expérience américaine laisse entendre que les avancées rapides dans les technologies de l'information pourraient accélérer la croissance économique dans les pays qui seront en mesure d'en tirer avantage.

En raison de leur position dominante dans les technologies de l'information, les États-Unis semblent en mesure d'avoir une croissance économique non inflationniste de 3 % à 3,5 % par an à moyen terme, écrivent les économistes. Les États-Unis ont atteint un taux de croissance de 7,3 % au quatrième trimestre de 1999.

Dans les seuls États-Unis, nous estimons que «la nouvelle économie», selon l'appellation consacrée, ajoute 100 milliards de dollars par an à la production totale, précise Ian Kinniburgh, directeur d'analyse politique à la Commission économique et sociale de l'ONU.

De nombreux autres pays, en particulier les plus pauvres, ne bénéficient pas encore des technologies de l'information, poursuivent les auteurs. En plus des activités de ces pays eux-mêmes, des transferts accrus de technologies et de ressources vers les pays

plus pauvres sont nécessaires pour faire face à cette difficulté.

### L'inconnue des prix pétroliers

La publication de ce rapport a été prévue pour coïncider avec une conférence, cette semaine, sur les technologies de l'information. Des représentants de divers gouvernements, dont le secrétaire américain au Trésor Lawrence Summers, et des chefs d'entreprises du monde entier doivent y participer.

Les auteurs du rapport, analysant les risques commerciaux et monétaires, recommandent que les responsables politiques prêtent attention aux taux de change des principales monnaies, qui pourraient subir des variations importantes si les marchés financiers s'inquiétaient des déséquilibres commerciaux grandissants et en fin de compte non viables des principaux pays.

La plupart des pays industriels resserrent simultanément leur politique monétaire. Un danger réside dans la possibilité que, globalement, les autorités puissent adopter, par inadvertance, une position excessivement restrictive, estiment les économistes de l'ONU.

Une baisse importante et soutenue des marchés financiers, en particulier des cours boursiers américains, pourrait également réduire à la fois la consommation et les investissements, et entraîner un taux de croissance mondiale plus bas.

Les économistes s'inquiètent aussi de ce que les gouvernements, se remettant de la crise économique asiatique de 1997, puissent prêter une attention insuffisante aux réformes financières internationales nécessaires avant la prochaine possible crise.

Un autre risque réside en outre dans les cours du pétrole. Si les cours (pétroliers) devaient remonter au-dessus de 30 \$ le baril, comme cela a été observé au début 2000, et y persister, ils pourraient constituer diverses menaces pour la croissance économique dans le monde entier, écrivent-ils.

## Un pirate informatique a mis en péril une mission de la NASA en 1997

ASSOCIATED PRESS

Londres — Un pirate informatique a potentiellement mis en péril la sécurité d'astronautes américains lors d'une mission de la navette spatiale en 1997, en surchargeant le système de communications de la NASA, selon un documentaire diffusé par la BBC hier.

Alors que la navette s'arrêta à la station russe Mir, le pirate s'est

introduit dans un ordinateur de l'agence spatiale américaine.

«Le pirate a surchargé notre système [...] à tel point que cela a interféré avec les communications entre le centre de la NASA, certaines communications médicales [fournissant des données sur l'état de santé des astronautes] et les astronautes à bord de la navette», explique au cours de ce documentaire Roberta Gross, inspecteur gé-

néral à la NASA. La NASA disposait de systèmes de sécurité permettant de maintenir la liaison avec les astronautes, par l'entremise de la station Mir. «Mais cela montre ce dont disposent les pirates potentiels pour occasionner de réels dommages à une mission de la NASA et à la sécurité des astronautes», selon Roberta Gross.

L'an passé, la NASA a dû contrer plus de 500 000 agressions de la

part de cyberpirates, d'après le documentaire. «Chacun sait qu'il y a un problème», au centre de contrôle des missions spatiales de Houston, affirme Mme Gross, «une vulnérabilité potentielle».

L'astronaute américain Michael Foale a de son côté déclaré à la BBC qu'il n'a pas été informé de problèmes au cours de la mission et s'est dit intrigué par ces informations.

Québec

### Science

## Seuls = l'Univers ?

OUI NON

En kiosque dès maintenant

Édition de juillet-août

## Sommes-nous seuls ?

La Terre, une exception dans l'Univers  
La vie extra-terrestre : des microbes ?

Les dernières découvertes sur les conditions gagnantes du développement de la vie intelligente

En kiosque dès maintenant

Aussi

## Un Québec d'enfer et Le Paradis sur Terre

Un relevé toponymique des lacs, rivières, caps et îles du Québec aux noms édeniques ou diaboliques

Québec

www.CyberSciences.com

Science

LE DEVOIR

## LE MONDE

Déclaration du CCOLP

## Un État palestinien pour le 13 septembre

AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — Les Palestiniens proclameront un État indépendant le 13 septembre 2000 avec Jérusalem-Est pour capitale, selon la déclaration finale du Conseil central de l'OLP adoptée hier soir à Gaza. «L'établissement et la mise en place intérimaire se fera le 13 septembre, à l'expiration de la période intérimaire fixée par Israël et les Palestiniens pour un règlement de paix», selon le texte lu par M. Salim Zaanoun, président du Conseil national palestinien (CNP-parlement en exil).

Cette déclaration a été adoptée par la centaine de membres du CCOLP réunis depuis dimanche soir sous la présidence de Salim Zaanoun, et en présence du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, et de Ahmed Qoreï, chef du conseil législatif. «Le CCOLP annonce au peuple palestinien, à la nation arabe et aux peuples du monde son intention de concrétiser l'annonce de l'indépendance palestinienne faite par le CNP à Alger en 1988, en établissant le 13 septembre 2000, à la fin de la période intérimaire, un État indépendant avec pour capitale la Jérusalem sainte sur les territoires occupés le 4 juin 1967 deux parties», précise le texte. Dimanche, M. Arafat avait réaffirmé devant le CCOLP sa détermination à proclamer un État, qu'il y ait ou non un accord avec Israël d'ici au 13 septembre.

Le premier ministre israélien Éhoud Barak a menacé dans la journée d'annexer des territoires palestiniens en cas de proclamation unilatérale de l'indépendance. «Israël a averti les Palestiniens qu'il étendrait sa juridiction à des blocs d'implantation (dans les territoires palestiniens) et établirait une large zone Affaires étrangères et de la Défense du Parlement. «Mais je suis sûr que nous pourrions les négociations avec les Palestiniens», a-t-il cependant ajouté, selon des responsables de son bureau.

Selon des participants à la réunion du CCOLP, certains membres étaient opposés à ce que la déclaration finale mentionne expressément la date du 13 septembre alors que d'autres participants étaient convaincus d'annoncer dès maintenant cette date.

Les États-Unis ont aussitôt réagi. «Les deux parties savent que nous sommes opposés à des actions unilatérales prises par l'une ou l'autre, y compris la proclamation unilatérale d'un État», a déclaré un responsable du département d'État.

Le président Bill Clinton s'est entretenu hier soir par téléphone avec MM. Barak et Arafat au sujet du processus de paix mais n'a toujours pas pris de décision sur la convocation d'un sommet avec les deux dirigeants, a indiqué un porte-parole de la Maison-Blanche.

EN BREF

## Raz-de-marée rouge au pays de Gengis Khan

Oulan Bator (AFP) — L'ex-parti communiste de Mongolie a remporté une victoire écrasante aux élections législatives de dimanche, a annoncé hier un responsable de la commission électorale. Le responsable a refusé de dire le nombre de sièges remporté par l'ex-parti communiste mais la radio officielle a annoncé que ce parti détenait 72 des 76 du Grand-Hourai (Parlement). Les résultats officiels devaient être publiés dans la journée. Les sondages donnaient la victoire au Parti révolutionnaire du peuple mongol (MPRP), anciennement communiste, chassé du pouvoir lors des élections de 1996 par une coalition démocratique qui, depuis, a éclaté en factions rivales. La victoire des ex-communistes, qui ont dirigé le pays d'une main de fer jusqu'en 1991, sanctionne un camp démocrate lami par la corruption et une débâcle économique sans précédent. Le chef du MPRP et probable prochain premier ministre, Nambariin Enkhbayar, 42 ans, a affirmé à la presse que son parti «allait pas remonter le temps parce que la seule voie possible est la démocratie».

## Le mandarin comme seule langue officielle

Pékin (AFP) — Le mandarin devrait être consacré prochainement seule langue officielle en Chine, après un vote du Parlement prévu au cours d'une session de six jours ouverte hier à Pékin, a annoncé la presse officielle. Un projet de loi en ce sens a été soumis à un comité ad hoc du Congrès national du peuple hier. S'il est adopté, ce texte consacrerait le mandarin, langue des Han (principale ethnie chinoise), comme seule langue officielle dans tout le pays, a précisé l'agence Chine nouvelle. «Les langues de toutes les nationalités chinoises devront être pleinement respectées et utilisées librement par ces peuples et toute forme de discrimination contre eux devra être éliminée», a toutefois assuré Wang Jiaqiu, vice-présidente du comité de l'éducation auprès du Congrès du peuple.

## Kabala désigne un Parlement de transition

Kinshasa (AP) — Le gouvernement congolais a annoncé hier que le président congolais Laurent-Désiré Kabila avait désigné un Parlement intérimaire, bien que l'opposition ait dénoncé cette décision comme contraire aux accords signés en août dernier à Lusaka (Zambie). Sur les 300 députés que comptera cette assemblée, 240 ont été choisis par une commission du ministère de l'Intérieur et approuvés samedi par un décret présidentiel de M. Kabila, a précisé hier à la radio d'État le ministre de la Justice Mwenze Kongolo. Soixante autres seront choisis plus tard par M. Kabila. Les députés sont originaires des 11 provinces du pays, dont certaines sont occupées par les rebelles anti-Kabila, a ajouté M. Kongolo. Du côté de l'opposition, on rappelle hier que les accords de Lusaka, devant théoriquement mettre fin à la guerre civile et au retrait des forces étrangères, prévoient la convocation d'une conférence nationale, en prélude à la formation d'un gouvernement de transition.

## Vicente Fox est élu président du Mexique

■ Le pays fait ses adieux à un système vieux de 71 ans

■ Zedillo s'engage à collaborer

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Guadalajara — «Ya ganamos!» ne cessait de marteler Vicente Fox en campagne électorale. Un «Ya» impératif qui était un appel aux Mexicains afin qu'ils mettent fin «tout de suite» aux 71 ans de domination du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Mais pas même Vicente Fox n'aura prévu que l'électorat, sorti massivement voter dimanche, lui confierait la présidence avec aussi peu d'hésitation.

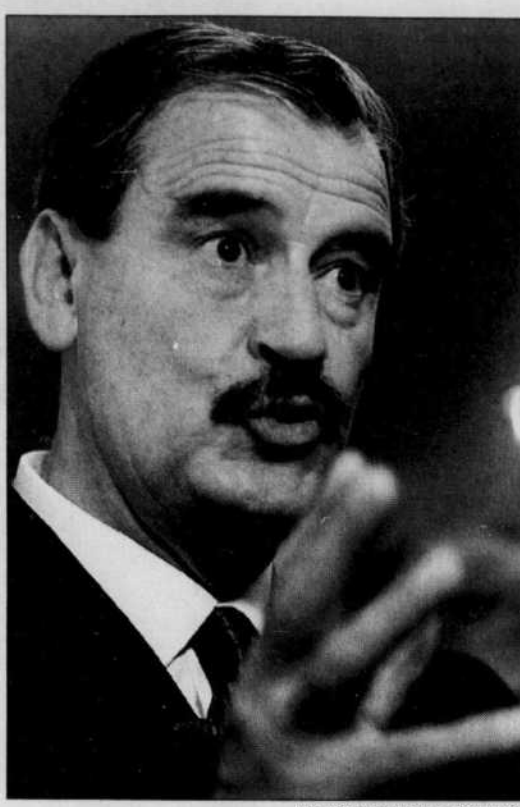
Hier matin, tous les Mexicains étaient un peu «foxistes». Le pays était peint en bleu et blanc; aux couleurs de son Parti d'action nationale (PAN). Car non seulement Fox a-t-il décroché la présidence (avec 43 % des voix) par une marge de presque 8 % qui ne laissait au candidat priiste Francisco Labastida (un peu plus de 35,5 % des votes) d'autre choix que de s'incliner, mais le PAN a également obtenu une pluralité des voix au Congrès, formé du Sénat et de la Chambre des députés, ce qui est aussi inédit. Le PAN a par ailleurs enlevé les deux postes de gouverneurs qui étaient aussi en jeu, ceux de Guanajuato, qu'il détenait déjà, et de Morelos, un fief traditionnel du PRI. On parlerait de balayage, n'eût été le fait que le Parti de la révolution démocratique (PRD), dont le candidat présidentiel Cuauhtémoc Cardenas est arrivé loin troisième (16,50 %), a sauvé les meubles en conservant la mairie de Mexico qu'il avait arrachée au PRI en 1997.

Les sondages et les observateurs prédisaient une lutte si serrée à la présidence que le nom du gagnant n'était pas attendu, dans le meilleur des cas, avant la toute fin de soirée de dimanche. Tout est pourtant arrivé très vite. Dès la clôture des bureaux de vote, à 20 heures, les deux grandes chaînes de télévision nationale, Televisa et TVAzteca, diffusaient des sondages de sortie des urnes concordant dans leurs évaluations pour donner Fox gagnant par au moins 5 %. La tendance ne s'est jamais démentie. Au contraire. «Le PRI est un cadavre de plus en plus froid», ironisait un analyste. Ne s'est pas concrétisée l'hypothèse soutenue ad nauseam par les observateurs selon laquelle la puissante machine électorale priiste, par toutes sortes de pressions sur l'électorat, allait finalement faire la différence et permettre à Labastida de décrocher, de justesse, la présidence.

Comme le disait la semaine dernière Ruben Alonzo, journaliste politique à Guadalajara : «Je voudrais voter pour Cardenas, je voterai pour Fox, mais je crois que Labastida va gagner».

Les électeurs, dont beaucoup ici aiment à souligner «l'ignorance politique» pour expliquer le long règne priiste, ont fait mentir tout le monde — et fait entrer de plain-pied le Mexique dans l'ère de l'alternance politique. D'abord en allant voter dans une proportion de 75 %, une affluence record, ce qui a eu pour effet de diluer l'influence du vote dur du PRI. Puis en jouant à fond la carte du «vote utile» préconisé par Vicente Fox : les électeurs ont accepté, toutes tendances confondues, qu'il était le seul candidat présidentiel susceptible de déloger le PRI. Là encore, les analystes ont été complètement confondus, qui répétaient il y a un an qu'une défaite du PRI était mathématiquement impossible sans une large alliance de l'opposition, nommément entre Fox et Cardenas.

Dans la salle des nouvelles du *Publico*, à Guadalajara, les journalistes en avaient la chair de poule, conscients de vivre des moments historiques, épatés par la déconiture du PRI, vaguement incrédules de-



ANDREW WINNING REUTERS

En campagne, Fox a promis de faire croître l'économie de 7 % et de créer 1,3 millions d'emplois par année.

vant la tranquillité avec laquelle s'opérait tout à coup un changement aussi fondamental. «La transition démocratique s'est faite dans le calme», dit Sol Fortoul. On dirait que pour la première fois je suis fier d'être mexicain, que pour la première fois, j'ai espoir que le Mexique sorte de son état de pays du tiers monde. Les élections se sont déroulées dans le calme. La suite des événements va dépendre des partis politiques.»

Dans le calme, oui, ainsi que l'avait promis l'Institut fédéral des élections (IFE), l'organisation chargée de surveiller le déroulement du scrutin. «Une fête de la démocratie», disait dimanche matin en allant voter Francisco Labastida — mais une fête qui ne fut pas la sienne. L'incontournable Jimmy Carter, ex-président américain directeur d'un centre de surveillance qui porte son nom, a donné sa bénédiction au processus électoral. Une centaine de plaintes pour irrégularités ont été déposées, mais de nature généralement mineure. A Guadalajara, une sœur un peu zélée aurait voulu voter pour Fox deux fois plutôt qu'une. Dans l'ensemble, les choses semblent s'être déroulées de façon exemplaire. Une certaine inexpérience a retardé dimanche matin l'ouverture de milliers de bureaux de vote, tandis que les bureaux de vote spéciaux, conçus pour les électeurs absents de leur lieu de domicile et les Mexicains qui habitent aux États-Unis, ont tout simplement manqué de bulletins.

## Un volcan nommé Chiapas

Le Chiapas — un volcan qui dort? — paraît toutefois avoir échappé à ce calme ambiant. Selon Roch Tassé, coordonnateur d'une délégation d'observateurs canadiens qui s'est rendue dans des bureaux

de vote «à haut risque», des gestes d'intimidation ont été faits par des priistes contre des électeurs et des observateurs. «L'atmosphère était tendue, dit-il, et il y avait beaucoup d'agressivité.»

La victoire de Fox, c'est la déroute d'un PRI avec lequel le président élu sait devoir composer. Fox, dont le 2 juillet était, soit dit en passant, le 58e anniversaire de naissance, rencontra d'ailleurs hier en début de soirée le président sortant Ernesto Zedillo, qui a rapidement reconnu la défaite du PRI dimanche soir et s'est immédiatement engagé à collaborer avec lui en vue de la passation des pouvoirs, le 1er décembre prochain. Reste à voir dans quelle mesure les différents clans du parti officiel se soumettront à cette offre de collaboration.

Après une campagne électorale au ton souvent hargneux, certaines blessures pourraient guérir difficilement. Le défi de la transition, dit le politologue Carlos Castillo Peraza, sera en effet de passer d'une politique «imberbe et avec de l'acné» à une politique mature et responsable. À ce titre, Fox tendait dimanche la main à ceux qu'il a copieusement insultés pendant la campagne, promettant de «partager le pouvoir»; estimant que l'avenir du pays passait dans l'immédiat par un «gouvernement de concorde»; et s'engageant à collaborer avec Andres Manuel Lopez Obrador, le nouveau maire de Mexico. «Une personne ne pourra y arriver toute seule», a-t-il déclaré.

Donc, les Mexicains se sont tous réveillés un peu foxistes hier, tandis que sur les marchés boursiers le peso retrouvait de sa vigueur par rapport au dollar. C'est qu'il n'inquiète ni les marchés ni les grandes capitales internationales. Vicente Fox doit en grande partie sa victoire à l'électorat jeune et urbain, qui forme démographiquement la part dominante de la population du pays. Le nouveau président, ex-pdg de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique latine, n'est pas très différent de Labastida dans les domaines social et économique. Mais il incarne, en valeur ajoutée, une modernité démocratique pour laquelle le Mexique se sentait mûr. Ainsi que l'écrivait récemment le chercheur José Agustín Ortiz Fichetti : l'élection du 2 juillet est «une espèce de référendum entre une démocratie du vote et un système monarcho-présidentieliste au pouvoir depuis 1929, c'est une sorte de recherche de la normalité démocratique».

Adieu le vieux système? En campagne, Fox a notamment promis de faire croître l'économie de 7 % et de créer 1,3 million d'emplois par année, notamment par l'investissement étranger; de réformer la fiscalité (dans un pays où la moitié de la population appartient à l'économie informelle); de renforcer la Commission nationale des droits de la personne; de respecter les Accords de San Andres et de retirer l'armée de la zone de conflit au Chiapas; de lutter contre la corruption en renforçant l'indépendance des institutions; d'augmenter la part du budget destinée à l'éducation; et de faire de l'environnement une priorité nationale.

Lui reste à tenir promesse.

tailleferguy@yahoo.com

TCHÉTCHÉNIE

## Les camions piégés font au moins 54 morts

LYOMA TOURPALOV  
ASSOCIATED PRESS

Argoun — Au moins 54 personnes, dont 37 soldats russes, ont été tuées et une centaine d'autres blessées dimanche soir dans une série d'attaques suicides menées par des rebelles tchétchènes conduisant des camions piégés contre des positions russes dans cinq villes. Six «boïviki» ont trouvé la mort dans ces attentats.

L'explosion la plus violente a eu lieu devant une caserne à Argoun (15 km à l'est de Grozny) vers 20h locales, selon le ministère russe des Situations d'urgence. Vingt-six soldats et trois civils ont trouvé la mort, tandis que quatre soldats sont portés disparus après l'effondrement du premier étage de l'immeuble dû à la déflagration.

Une employée aux installations d'Argoun, Vasara Vesitaya, qui avait quitté les lieux trois minutes avant l'explosion a affirmé avoir vu un camion entrer à toute vitesse. «Je m'éloignais de la clôture et soudainement j'ai vu un camion arriver à toute vitesse. Il a foncé dans la barrière et ensuite quelque chose d'horrible s'est produit. Les vitres des maisons avoisinantes ont cassé, la terre a

tremblé», a-t-elle affirmé. Outre Argoun, les camions piégés conduits par les rebelles ont visé Ourous-Martan, Novogroznski et Goudermes. Dans certains cas, les soldats ont pu faire exploser le véhicule en lui tirant dessus, assurant-on côté russe.

Ces attentats, les plus meurtriers jamais perpétrés contre les forces russes dans la province caucasienne, surviennent après des semaines d'attaques répétées des rebelles sur le territoire contrôlé par l'armée russe. Les leaders tchétchènes soutiennent que ces attaques visent à montrer que la guerre en n'est pas terminée contrairement à ce que répètent les autorités russes depuis des semaines. Dans un message vidéo rapporté par l'agence Interfax, le président tchétchène Aslan Maskhadov a déclaré que les dernières opérations des rebelles «ne donnent aucune chance aux forces russes de contrôler la Tchétchénie».

Alors que les autorités russes ont bouclé les accès aux villes visées par les attentats et que des renforts ont été envoyés, le vice-ministre de l'Intérieur Ivan Goloubov a déclaré à la télévision que les forces avaient arrêté 18 personnes soupçonnées d'avoir participé aux attentats.

## Des femmes kamikaze

VICTORIA LOGUINOVA  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La tactique des attaques suicide a été utilisée pour la première fois dans la république rebelle le 7 juin dernier par deux femmes kamikazes tchétchènes.

Le porte-parole des indépendantistes, Movladi Oudougov, a fait état de quatre attaques suicide avec un bilan de plus de 500 morts et jusqu'à un millier de blessés. Ces attentats sont «la première phase d'une opération de grande envergure pour la libération de la Tchétchénie», a-t-il averti. «Plusieurs centaines» de combattants se sont portés volontaires pour des attaques suicide, a-t-il ajouté.

La première attaque des combattants tchétchènes a été commise par deux femmes kamikazes le 7 juin, contre une base militaire russe à Alkhan-lourti (20 km au sud-ouest de Grozny). Elle avait fait 27 morts dans les rangs russes, selon les Tchétchènes, et deux morts et cinq blessés, selon les Russes. Les deux femmes et un Russe avaient pénétré dans la

base militaire à bord d'un camion chargé de plus de 100 tonnes de TNT, une technique souvent utilisée par des islamistes au Proche-Orient. L'une des femmes était la cousine du chef de guerre Arbi Baraïev, Khala Baraïeva, 22 ans, qui avait annoncé son intention de se sacrifier «au nom d'Allah et de la liberté du peuple tchétchène», selon les indépendantistes. Arbi Baraïev, l'un des chefs de guerre les plus actifs dans la guérilla contre les Russes, avait salué «l'acte héroïque» de sa cousine.

Quatre militaires russes avaient été tués et au moins cinq autres blessés dans un second attentat-suicide perpétré le 11 juin à Grozny par un Russe converti à l'islam. L'armée russe n'avait alors confirmé que la mort de deux militaires. Le 12 juin, les indépendantistes avaient annoncé la mort de six soldats russes lors d'une nouvelle attaque suicide avec une voiture bourrée d'explosifs contre un poste militaire à Grozny. La mort des soldats avait été démentie par le commandant des troupes russes en Tchétchénie, le général Guennadi Trochev, qui avait cependant confirmé l'explosion d'un véhicule dont le chauffeur avait été tué.

Irlande du Nord

## Secteur catholique interdit aux orangistes

REUTERS

Belfast — Les autorités nord-irlandaises ont interdit hier aux protestants de faire passer leurs traditionnels défilés annuels par le secteur catholique de Portadown, en Ulster.

Les défilés organisés par les «orangistes» pour commémorer la victoire des protestants sur les catholiques lors d'anciennes batailles, sont depuis des années l'occasion d'affrontements entre les deux communautés. Celui du 9 juillet est le plus contesté de la «saison des marches» protestantes. George Patton, porte-parole des orangistes s'est déclaré «très déçu mais pas du tout surpris» par la décision des autorités.

La tension est montée d'un cran hier soir avec l'arrivée à Drumcree, en bordure de Portadown, de Johnny Adair, un ancien chef rebelle protestant, qui s'est présenté face aux policiers avec un groupe d'une quarantaine de «loyalistes» pro-britanniques. «Johnny Adair était au premier rang, tout sourire», a rapporté un témoin. La présence d'Adair, sorti de prison l'an dernier en vertu de l'accord de paix du Vendredi Saint, faisait craindre de nouveaux affrontements, même si aucun nouvel incident n'a été signalé.

Dans la nuit de dimanche à hier, près de 500 manifestants ont été impliqués dans des incidents à Drumcree, où les parades des orangistes ont donné lieu à de violents affrontements ces dernières années. Sept policiers ont été blessés par de jeunes protestants après un défilé à proximité d'un secteur catholique de Portadown. «Pendant deux ou trois heures la nuit dernière, la police a été la cible de furieuses attaques de la part de 400 à 500 émeutiers lançant des pierres, des bouteilles et d'autres projectiles», a dit un porte-parole de la police. Avant que l'ordre soit rétabli, sept policiers ont été touchés par des projectiles, «mais aucun des blessés ne semble gravement atteint», a-t-il ajouté.

Dans la journée de dimanche, la police anti-émeutes était entrée en action à Drumcree à la suite d'échauffourées limitées au cours du défilé orangiste. Les forces de sécurité avaient interdit l'accès à un petit pont menant à l'enclave catholique afin d'empêcher les protestants d'entrer dans le quartier catholique de Garvaghy Road.

Les mesures de sécurité déployées jusqu'au présent n'ont pas été aussi importantes que l'année passée. Londres a toutefois prévu d'envoyer 2000 soldats supplémentaires en prévision des marches du 12 juillet prochain, qui devraient avoir lieu dans toute la province.

# ÉDITORIAL

## La victoire de la démocratie

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) n'aura pas battu le douteux record de longévité du Parti communiste de l'URSS. Après avoir dominé sans partage la scène politique mexicaine pendant 71 ans, le PRI a été envoyé dans l'opposition. Le temps démocratique a enfin imposé son tempo au royaume du clientélisme.

**T**ous les experts sont d'accord: la victoire de Vicente Fox, le coloré chef du Parti d'action nationale (PAN), traduit sans l'ombre d'un doute le ras-le-bol généralisé que les Mexicains nourrissent à l'endroit du PRI depuis des années. En accordant 43 % des suffrages exprimés à Fox, les électeurs ont davantage sanctionné une formation, le PRI, qu'ils n'ont soutenu l'autre, le PAN. Surtout, les millions de personnes qui se sont rendues aux urnes ont clairement indiqué leur adhésion et leur attachement aux mécanismes récemment implantés afin d'assurer un minimum de vie démocratique au Mexique.

De fait, la victoire du PAN est à bien des égards celle de l'Institut Federal Electoral, le pendant mexicain de nos directions générales des élections, qui a organisé et supervisé, une première dans l'histoire du pays, le vote tenu avant-hier. Contrairement aux situations maintes fois observées et décriées dans le passé, il n'y a pas eu cette fois-ci de malversations. Grâce à cet institut, le PRI n'a pas eu le loisir de bourrer les urnes ou encore d'acheter les votes, des paysans avant tout, ainsi qu'il l'a fait pendant des lunes au vu et au su du monde entier.

En faisant le pari de l'alternance, les Mexicains ont mis de facto un terme au régime du parti-état. Au fil des ans, le PRI était parvenu à imposer une culture politique dont l'idéologie, voire le programme, consistait à confondre l'intérêt du parti avec celui de l'état. Pire, l'État était soumis au parti et plus particulièrement à son chef dans la plus grande tradition mussolinienne. A ce propos, on se souviendra que pour distinguer la présidence mexicaine des autres présidences, les analystes utilisaient l'expression: présidence-impériale.

Il faut rendre grâce à Ernesto Zedillo, président sortant du Mexique qui demeurera à son poste jusqu'au 1er décembre prochain, d'avoir eu le courage politique de lutter afin que le Mexique rejoigne le concert des nations démocratiques en réformant le système politique de son pays ainsi que celui de son parti. Pour la première fois dans l'histoire de ce dernier, c'est par l'entremise de primaires que le candidat à la présidence, en l'occurrence il s'agissait de Francisco Labastida, fut choisi.

Le PRI maintenant dans l'opposition, il faut espérer que Vicente Fox renforcera la vie démocratique en introduisant des mécanismes susceptibles de réduire sensiblement le degré de corruption qui gangrène l'ensemble de la société civile. La tâche du futur président sera d'autant plus ardue, qu'il devra travailler sur deux fronts: la fonction publique et la mafia. A la faveur des dernières années au pouvoir, le PRI s'est littéralement approprié tous les postes d'importance au sein de la fonction publique. Quant à la mafia, sa capacité financière est telle, qu'elle est désormais superpuissante dans bien des régions du pays.

Au cours de la campagne, l'ex-patron de Coca-Cola au Mexique a martelé à plusieurs reprises qu'une fois en poste il ne lui faudrait pas moins de quinze minutes pour trouver une solution au problème que pose le Chiapas. Jusqu'à présent, le nouvel homme fort du Mexique n'a jamais détaillé comment il entendait satisfaire tous ceux et celles qui soutiennent le chef de la rébellion zapatiste, le commandant Marcos, qui a observé une trêve tout au long de la campagne électorale. Chose certaine, Fox devra reprendre, comme il l'a promis, les négociations que le PRI avait interrompues en 1996.

En matière économique, les dossiers qui attendent ce fervent néolibéral qu'est le chef du PAN sont d'autant plus complexes que l'état réel du pays n'est pas tout à fait celui qu'on pense. En effet, si le Mexique a affiché une performance honorable au terme de 1999, c'est grâce d'abord et avant tout à un facteur sur lequel il n'a pas d'emprise réelle: le prix du pétrole. La progression de près de 8 % du PIB découle presque essentiellement du fait que le baril est passé de 11 \$ à près de 30 \$ en un an. Que le prix du brut se mette à diminuer et c'est l'ensemble de l'économie mexicaine qui va écoper. Tout un chacun s'accorde à souligner qu'il faut rendre le Mexique moins dépendant du pétrole et moins captif du marché américain.

Pour l'heure, tout cela n'est peut-être rien à côté de ceci: la démocratie vient de s'enrichir d'un pays fort de 95 millions d'habitants.

struffaut@ledevoir.ca



Serge Truffaut

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS



### LETTRES

#### M. Landry erre

La dernière fois que j'ai été profondément choqué par les contributions du gouvernement aux riches de notre société, c'est lorsque le fédéral a consenti un prêt sans intérêt de 90 millions (ou quelque chose du genre) à Bombardier en 1995 (ou 1996). Depuis, j'ai bien été scandalisé par les contributions fédérales faites aux banques pour leur gestion des prêts étudiants mais il reste que ces contributions se comprennent généralement lorsqu'on est au courant des relations personnelles qu'entretenaient les élus et les chefs d'entreprises. Par contre, dans le cas présent, je pense que le gouvernement (québécois cette fois-ci) erre dangereusement.

CGI, comme toutes les boîtes informatiques de son genre, a tout avantage à sauter dans le commerce électronique: l'an 2000 vient d'être franchi et les activités s'y rattachant ont disparu; il leur est donc impératif de développer de nouveaux secteurs. A ce sujet, le gouvernement annonçait récemment de généreux incitatifs pour permettre à ces entreprises de se réorienter, vers le commerce électronique. Il est troublant de constater que le gouvernement finance des entreprises pour qu'elles s'engagent dans des activités dans lesquelles elles allaient de toutes façons s'engager. J'ai dû moi aussi, en tant qu'analyste-programmeur pigiste, élargir mes connaissances et mon champ d'action. Ce qui me trouble de surcroît, c'est que l'argent de mes impôts et l'argent des impôts de mes collègues pigistes servent à financer des entreprises concurrentes déjà très riches, déjà très riches, déjà très riches. Pour ma part, je ne veux pas d'incitatifs: j'imagine bien pouvoir m'acquitter de mes responsabilités seul.

Je comprends monsieur Landry de vouloir jouer la locomotive de tête dans le développement économique de la province. Il y a là beaucoup d'effervescence et de glamour. Mais nous n'élevons pas des gouvernements pour qu'ils se comportent en stars hollywoodiennes. A la suite d'interventions du gouvernement pour ragaillardir l'entreprise privée, il est toujours possible de nommer (prénom et nom) au moins un individu

déjà très riche qui en ressort plus riche encore. Cela contraste tristement avec la mission fondamentale de nos gouvernements, celle de soutenir les pauvres, une mission qu'ils assument avec si peu d'honneur et de brio.  
Robert Lemieux  
Montréal, juin 2000

#### Le projet de loi 118 et ses critiques

Depuis la déposition de la loi sur la place de la religion à l'école, par le ministre de l'Éducation, à partir du 11 mai dernier, *Le Devoir* a non seulement pris position à l'égard du projet, mais il a publié une demi-douzaine d'articles sur le sujet. Les articles vont de la laïcité ouverte jusqu'à la laïcité «républicaine» pure et dure.

Au lieu de faire la critique du projet et celle des critiques, je voudrais présenter quelques propositions élémentaires que devrait respecter le débat en question. Ce sera, peut-être, utile pour ceux qui se perdent dans ces discussions quelquefois subtiles pour l'homme ordinaire.

- La dimension religieuse appartient à la nature intégrale de l'homme; si on l'en prive, son humanité sera tronquée.
- L'enfant est un être concret. Il ne suffit pas de dire que l'enfant (en abstrait) a le droit à des cours de religion (en abstrait). Il s'agit de cet enfant qui a droit à sa religion. Il y a des exemples qui montrent que le respect pratique de ce droit existe.
- L'ordre religieux n'est pas identique à l'ordre moral, fondés sur deux valeurs différentes: le sacré, opposé au profane et le bien moral, opposé au mal moral. L'éducation morale ne remplace pas l'éducation religieuse.
- Il n'existe pas de système moral universellement accepté. Il y a des systèmes moraux différents: stoïque, épicurien, sentimental, rationnel, utilitariste, religieux, laïque, individualiste, collectiviste, etc. Les éthiques sont aussi différentes que les religions. Faudrait-il supprimer l'éducation morale?
- L'État n'a pas plus de compétence en matière

religieuse qu'il n'en a en matière scientifique, artistique, sportive, etc. Son rôle est de légiférer en vue du bien commun.

■ Si l'État impose obligatoirement à tous un seul modèle de cours de religion, c'est du totalitarisme, semblable à un système politique à parti unique.

■ L'enseignement religieux relève d'abord des parents et, à un niveau plus approfondi, d'Églises auxquelles ils veulent confier leurs enfants. La formation, qualification, nomination, évaluation des enseignants de religion relèvent des autorités religieuses respectives, reconnues par l'État.

Ni le projet de loi, ni les critiques ne satisfont entièrement à ces énoncés, pour moi élémentaires donc pas négligeables. Si ils ne sont pas respectés dans la loi future, cette dernière pourra toujours être contestée et ne donnera pas la paix dans un domaine essentiel de la vie nationale du pays.

Ladislav Pordan  
Gaspé, 26 juin 2000

#### Deux sortes de parents

En faisant du ménage dans mes coupures de journaux, je suis tombée sur un article daté du 23 septembre de l'année dernière qui révélait, à l'époque, que le gouvernement fédéral venait (en toute discrétion bien sûr) de rendre accessible à tous les fonctionnaires fédéraux, homme ou femme, un congé parental qui leur accorde 93 % de leur salaire pour 10 semaines sans délais d'attente de deux semaines comme c'est le cas pour les «simples» citoyen(ne)s. Dans le cas des mères fonctionnaires, ces 10 semaines s'ajoutent aux 15 semaines à 93 % du salaire dont elles bénéficiaient déjà (toujours sans le moindre délai).

Je suis sûre que la population serait très désireuse de savoir que le gouvernement fédéral est si généreux envers ses chouchous et chouchoutes et si radin avec les autres. Voilà qui relancerait le débat qui semble s'être fait oublier ces derniers temps.

Stéphanie LeBlanc  
Montréal, 25 juin 2000

### LIBRE OPINION

## Québec entrave le développement du Conservatoire de musique de Chicoutimi

LE COMITÉ DE PARENTS DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE CHICOUTIMI

Lettre ouverte à la ministre de la Culture, Mme Agnès Maltais

**L**e 30 mai dernier, l'Assemblée nationale du Québec félicitait une jeune contralto originaire du Lac-Saint-Jean, Marie-Nicole Lemieux, pour avoir remporté le Grand Prix du concours musical international Reine Elizabeth de Belgique. A cette occasion, le premier ministre Lucien Bouchard déclarait sa fierté que cette lauréate ait étudié au Conservatoire de musique de Chicoutimi: «... c'est un grand sujet d'encouragement pour tous ces Conservatoires de région que nous avons, qui œuvrent difficilement, avec des gens très dévoués, des professeurs remarquables, et qui ont permis à ce jeune talent d'éclorre et d'amorcer cette grande carrière qui manifestement sera la sienne».

Le Comité de parents du Conservatoire de Chicoutimi est heureux que le premier ministre ait reconnu, à cette occasion, les difficultés des Conservatoires en région. Ses propos tombent au moment où la Direction générale du Conservatoire s'apprette à troquer une partie des espaces du Conservatoire de Chicoutimi pour économiser quelques dizaines de milliers de dollars. En effet, on amènerait la Direction régionale du ministère de la Culture et des Communications et d'autres locaux dans ses murs. Cette décision compromet le développement du Conservatoire de Chicoutimi dont la clientèle a déjà fondu de 21 % en quatre ans en raison des compressions budgétaires. Des classes d'instruments

ont été fermés (dont celle de chant après le départ de Marie-Nicole Lemieux) et le contingentement excessif des admissions décourage encore tout espoir de croissance. Après avoir réduit notre Conservatoire à l'anémie, on cherche désormais à le confiner dans des locaux plus étroits.

Notre analyse de ces données conclut que cette décision, lourde de conséquences, vise à réaliser, à moyen terme seulement, des économies difficilement mesurables pour le Trésor québécois mais dont les effets pernicieux, par contre, se feront sentir dès maintenant et pour longtemps au détriment du Conservatoire régional, de ses élèves, de ses professeurs et, sans doute, finalement, de l'Orchestre symphonique du Saguenay-Lac-Saint-Jean et des musiciens professionnels qu'il produit.

Car, madame la Ministre, il est important de rappeler que, contrairement à ce qui se vit dans les grands centres, une institution d'enseignement supérieur comme notre Conservatoire, en plus de répondre à sa vocation pédagogique, joue dans notre région, un rôle moteur essentiel au développement de la culture musicale.

#### Impact négatif sur le réseau de formation et de production régional

Cette décision de votre ministère soulève de nombreuses interrogations. La venue des nouveaux locaux n'apporte aucun dynamisme nouveau à la vie du Conservatoire et cette décision ne s'inscrit dans aucune planification de développement culturel. Le Directeur général, qui nous dit vouloir désormais investir dans la pédagogie, ce en quoi nous voulons le suivre avec enthousiasme, nous propose cet objectif

au moment où il prend une décision qui va réduire ses moyens de le réaliser.

Les studios disponibles actuellement suffisent tout juste à la demande. Or, le Conservatoire de Chicoutimi, qui navigue au creux de la vague, fait face à des besoins qui ne peuvent qu'augmenter: si on rouvre les classes fermées ces dernières années, si on attire nos jeunes musiciens en ouvrant de nouvelles classes, si on accueille les candidats déjà nombreux qui s'inscrivent au nouveau baccalauréat en Enseignement des Arts option musique, si l'on songe que pour constituer des ensembles, il importe de maintenir une masse critique d'élèves, jusqu'au niveau supérieur y compris. Il est illusoire de prétendre réduire les espaces sans toucher à la pédagogie.

Et dans l'estimation de ces besoins, il faut avoir à l'esprit que l'édifice du Conservatoire de Chicoutimi abrite déjà d'autres locaux du domaine musical: l'Orchestre Symphonique du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Quatuor Alcan, le Quintette à vent et le Chœur symphonique. Tous ces organismes vivent en symbiose avec le Conservatoire, réalisant des économies qui échappent à la vigilance et aux calculs du Vérificateur général. Ce qui pend au bout de cette décision, c'est la dévaluation même de l'Orchestre, qui fait pourtant la fierté de toute notre région et arrive à force d'économies d'échelle et d'ingéniosité, à développer sa part du marché de l'emploi pour les artistes que la société québécoise a formés.

#### Une politique budgétaire ignorante des besoins régionaux dans le domaine musical

Comment expliquer ces nouvelles compres-

sions dans le contexte budgétaire de l'après-déficit zéro et des récents investissements de votre ministère? Dans le dernier budget du ministre des Finances, vous avez obtenu 100 millions pour des organisations comme le Festival international de jazz de Montréal, le Festival international d'été de Québec et quelques autres activités de loisir dont vous espérez des retombées économiques et fiscales substantielles. L'argent manque-t-il à ce point au ministère de la Culture qu'il ne reste rien pour le Conservatoire?

Le 16 mai dernier, Madame la ministre, vous consacriez 10 autres millions au lancement de la toute première politique muséale québécoise. Nous constatons avec plaisir que les propos que nous tenons depuis trois ans avec vous, vos prédécesseurs et la Direction du Conservatoire rejoignent les cinq grandes orientations qui fondent votre politique sur les musées, à savoir, l'accessibilité, le maintien de l'excellence de la formation, même en région, l'engagement de l'institution dans son milieu, le regroupement des établissements en réseau solidaire et enfin le rayonnement international.

Il n'y aurait pas, selon nous, de meilleur cadre politique pour investir de nouvelles sommes d'argent dans les Conservatoires.

La recherche erratique de l'équilibre budgétaire qui conduit l'administration à prendre la déplorable décision de rétrécir les espaces du conservatoire de Chicoutimi ainsi que d'autres mesures administratives récentes nous apparaissent symptomatiques du sous-financement de notre institution d'enseignement musical de haut calibre.

## I D É E S

Le 75<sup>e</sup> anniversaire de sa mort rappelle une époque charnièreJoseph Venne,  
éminent architecte montréalais

MICHEL ALLARD

Professeur Université du Québec à Montréal

SORAYA BASSI

Étudiante au doctorat en muséologie, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

MICHEL VENNE

Retraité

L

e Devoir du 11 mai 1925 annonçait le décès de Joseph Venne qualifié alors de doyen des architectes québécois. Il fait partie d'un véritable réseau d'architectes montréalais comprenant les Perrault (père et fils), Mesnard, Caron (père et fils), Resther (père et fils), Marchand, Venne (Ludger et Louis Alphonse, cousins de Joseph). Ces archi-

tectes, à partir des années 1850 jusqu'à la crise économique de 1929, ont construit la plupart des importants édifices institutionnels, religieux ou patriotiques, érigés surtout dans les quartiers francophones de Montréal et dans plusieurs villes du Québec.

## Un éloquent témoignage

Le 75<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, au passage à un nouveau millénaire, rappelle une époque charnière, celle de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> siècle, période marquée par des changements technologiques et des innovations techniques importantes. La carrière de Joseph Venne en est un éloquent témoignage.

Formé à l'époque du victorien tardif, Joseph Venne (Jos pour ses contemporains), architecte au style éclectique, a contribué à tracer les plans d'une cinquantaine de bâtiments importants dont une majorité d'églises et d'édifices religieux. On lui doit entre autres œuvres à Montréal, l'église du Sacré-Cœur (rue Ontario), le transept sud de l'église Saint-Jacques (rue Sainte-Catherine), l'église Saint-Pierre Claver (boul. Saint-Joseph), la façade et le transept de l'église Saint-Enfant-Jésus du Mile-End (boul. Saint-Laurent), et l'église Saint-Clément de Viauville (rue Adam), etc. Ces deux dernières églises représentent, selon Jacques Lachapelle, professeur d'architecture à l'Université de Montréal, des rares exemples québécois de la fusion des plans centré et basilical.

Joseph Venne a aussi participé à la construction de la Banque du Peuple (rue Saint-Jacques), de la succursale montréalaise de l'université Laval (rue Saint-Denis), du Monument National (boul. Saint-Laurent), etc. Ailleurs au Québec, il a érigé les églises de Sainte-Anne-des-Plaines, de Percé et de Saint-Gabriel de Brandon, le juvénat des frères de Saint-Gabriel à Saint-Bruno, etc. Il a même construit, en Nouvelle-Angleterre, quelques églises dans des paroisses fran-

co-américaines de Pawtucket, de New Bedford et de Southbridge.

## À l'avant-garde

Architecte bien de son temps, Joseph Venne se situe à l'avant-garde du progrès technologique. Suite à l'incendie meurtrier de l'Hochelega School en 1907, il construit l'école Salaberry (angle des rues Robin et Beaudry), la première école à l'épreuve du feu à Montréal. Il érige l'un des premiers édifices conventuels en béton armé jamais construits au Québec (le juvénat Saint-Gabriel de Saint-Bruno). Il compte parmi les premiers architectes montréalais à utiliser des poutrelles d'acier (Monument National et Banque du Peuple), à réaliser des voûtes en béton contraint (église du Sacré-Cœur-de-Jésus).

Joseph Venne n'est pas uniquement remarquable par ses œuvres architecturales. Sa carrière témoigne du parcours professionnel de bon nombre de ses contemporains qui ne fréquentèrent pas les collèges classiques ou les séminaires.

Né, en 1858, rue Montcalm dans le quartier Sainte-Marie où il habite toute sa vie, il effectue ses études primaires à l'une des écoles du quartier dirigées par les frères des écoles chrétiennes. Il y suit, selon son témoignage, des cours de dessin linéaire et à main levée. En 1874, le jeune Joseph Venne, alors âgé de 15 ans, débute sa carrière. Il entre comme apprenti dessinateur dans le bureau d'Henri-Maurice Perrault, arpenteur et architecte, qui dirige l'une des plus importantes agences de l'époque. A ce moment-là, Perrault travaille avec Alexander Cowper Hutchison (architecte) à la construction de l'hôtel de ville de Montréal.

## Apprentissage en milieu de travail

Venne apprend son métier, comme c'était la coutume, par l'apprentissage en milieu de travail. Il gravit un à un les échelons tant et si bien qu'en 1892, il devient le partenaire de Julien-Maurice Perrault, fils, et d'Albert Mesnard. Après la rupture de la firme survenue en 1897, Venne fonde son propre bureau. Ce n'est que plus tard, en 1911, qu'il s'adjoindra un nouveau partenaire: Louis Labelle, son ancien apprenti. Ce dernier mourra prématurément sans avoir laissé d'autres œuvres que celles qui furent exécutées avec Joseph Venne.

Joseph Venne ne se confine pas à la pratique de son métier d'architecte. Il s'engage socialement et professionnellement. Il participe en 1890 à la création de l'Association des Architectes de la province de Québec (l'ancêtre de l'actuel Ordre des architectes) qui régit dès lors l'exercice de la profession. En 1902 et en 1911, il préside aux destinées de l'association. Tout au cours de sa carrière, Joseph Venne fait partie de l'un ou l'autre des comités de l'Association dont ceux de l'embellissement et du bâtiment.

De concert avec William Sutherland Maxwell (architecte), il engage l'Association des architectes dans la cueillette d'informations relatives à l'architecture canadienne ancienne. En collaboration avec Joseph-

Alcide Chaussé, inspecteur général des bâtisses de la ville de Montréal, il contribue à la rédaction du premier code du bâtiment régissant la construction à Montréal. Ce code est élaboré afin de pallier, dans les quartiers ouvriers de Sainte-Marie et de Saint-Jacques, au développement urbain désordonné cause d'incendies dévastateurs et du manque d'hygiène publique.

Joseph Venne joue aussi un rôle de premier plan dans la société Saint-Jean-Baptiste. Après avoir construit le Monument national, devenu véritable université populaire, il y inaugure, en 1895, à l'intention du grand public le premier cours d'histoire de l'architecture. Il le dispense, à chaque année, jusqu'en 1899. On considère ce cours comme l'ancêtre du premier programme d'architecture indépendant de l'ingénierie qui sera créé, en 1907, à l'école Polytechnique de Montréal. Enfin, Joseph Venne participe comme membre puis comme président aux activités de la section Louis-Hébert de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Bref, Joseph Venne a connu une carrière bien remplie. Architecte de talent, il fait partie de la vingtaine de personnalités que *La Presse* du 3 septembre 1910 désignait comme ceux qui ont pris part à l'édification de Montréal.



Joseph Venne

PHOTO NOTMAN



L'un des nombreux édifices construits par Joseph Venne, le juvénat Saint-Gabriel, à Saint-Bruno.

PHOTO VIEN, MONTRÉAL

Projet de loi modifiant la loi sur les forêts

Un nouveau régime forestier  
trop timide pour la protection de la biodiversité

CHRISTIAN MESSIER

Professeur d'écologie forestière à l'UQAM et Directeur du Groupe de Recherche en Écologie Forestière interuniversitaire (GREFI)

YVES BERGERON

Professeur d'écologie forestière à l'UQAM et à l'UQAT et Directeur de la Chaire Industrielle CRSNG en aménagement forestier durable Premier de deux textes

Dans la foulée du dépôt d'un projet de loi modifiant la loi sur les forêts et l'annonce d'une commission parlementaire sur le sujet, nous voulons, comme chercheurs en écologie forestière s'intéressant «passionnément» à la façon dont notre forêt est utilisée et protégée, nous souhaitons jeter quelques idées supplémentaires au «brasier forestier» que le film de Desjardins-Monderie et l'annonce de ce nouveau projet de loi semblent créer.

Le projet de loi constitue sans aucun doute un pas dans la bonne direction comme l'affirmait Mme Johanne Gauthier, présidente de l'ordre des ingénieurs forestiers du Québec. Il constitue cependant, selon nous, une amélioration bien trop timide de la situation actuelle et surtout, il ne corrige pas les erreurs passées (et toujours

présentes) en ce qui a trait au maintien de la biodiversité biologique.

Le ministre Brassard l'affirmait d'ailleurs lui-même de façon fort candide dans son document d'information publié le 30 mai dernier et M. Michel Venne le faisait bien ressortir dans son éditorial du 5 juin. Il s'agit d'une importante confession du ministre et il constitue selon nous l'un des échecs les plus importants de nos pratiques forestières actuelles. (...)

## Un aménagement écologique

Il existe actuellement dans le monde scientifique un fort consensus sur le fait que pour aménager nos forêts d'une façon durable, il nous faut conserver une large proportion du territoire forestier sous conservation intégrale et pratiquer, sur le reste, un aménagement forestier que l'on appelle aménagement écosystémique ou écologique. En quelques mots, pour être écologique, l'aménagement forestier doit:

- s'inspirer des perturbations naturelles;
- se faire au niveau du territoire et non pas seulement au niveau du peuplement forestier (i.e. quelques hectares);
- laisser sur pied ou par terre, suite à la coupe, une importante quantité d'arbres vivants et morts pour permettre le maintien d'un «héritage biologique»

et maintenir en permanence, et cela sur une importante proportion du territoire (à déterminer selon le régime des perturbations naturelles), des forêts matures ou surannées.

Ce fait est d'ailleurs reconnu explicitement dans le document d'orientation qui accompagne l'annonce du projet de loi. Cependant, presque rien dans le présent projet de loi ne semble aller dans cette direction. On parle vaguement



ARCHIVES LE DEVOIR

Il existe actuellement dans le monde scientifique un fort consensus sur le fait que pour aménager nos forêts d'une façon durable, il nous faut conserver une large proportion du territoire forestier sous conservation intégrale et pratiquer, sur le reste, un aménagement forestier que l'on appelle aménagement écosystémique ou écologique

d'augmenter nos efforts en vue de protéger plus de forêts exceptionnelles, d'augmenter la dispersion de nos aires de coupe de façon à protéger des habitats bien particuliers et d'augmenter nos aires protégées au fur et à mesure qu'une marge de manœuvre sera dégagée grâce à un rendement accru de nos forêts d'ici 65 ans!

En quoi le fait de disperser les aires de coupe, de conserver au moins 30 % d'arbres de plus de 7

m de haut et de ne pas couper plus de 40 % de la surface au cours d'une période de 20 ans permet-il de préserver la diversité biologique? Y a-t-il des preuves scientifiques que ce type d'aménagement qui ne s'inspire pas du tout des perturbations naturelles, permet dans la réalité de préserver la biodiversité?

Dans un autre document publicitaire émanant du même ministère, on semble justifier ces pratiques par le fait que cela permettrait de protéger «des habitats valables pour certaines espèces animales, notamment le lièvre d'Amérique». Il est important de rappeler ici que le maintien de la diversité biologique va beaucoup plus loin que la simple protection des habitats pour quelques espèces désirées ou désirables. Il s'agit en fait de conserver dans le temps et l'espace l'ensemble de tous les organismes vivants (connus ou pas) et de tous les écosystèmes forestiers.

## Timide

Il est donc clair qu'en ce qui a trait à la protection de la diversité biologique de nos forêts, ce projet de loi est fort timide, trop timide! Nous comprenons bien que le ministre a voulu ménager la chèvre et le chou en essayant de satisfaire le plus de monde possible. Cependant, ce faisant, il ne permet pas d'assurer la pérennité de la ressource forestière dans son ensemble (tangibles et intan-

gibles à l'homme) à long terme ce qui devrait être l'objectif ultime de cette loi.

Ce manque d'audace du ministre ne semble pas se justifier par un manque de connaissances scientifiques ou même d'expertises québécoises dans le domaine. Il continue, de plus, à perpétuer l'image d'un monde forestier conservateur et réfractaire aux changements. Nous croyons, au contraire, que plusieurs industries forestières, la plupart des forestiers, des biologistes et des scientifiques, la très grande majorité des environnementalistes, du public, des amateurs de la nature et, finalement l'ensemble des organismes qui vivent dans notre forêt sont prêts à s'engager vers un plan de changements beaucoup plus audacieux.

Le ministre Brassard avait déjà accusé le tandem Desjardins-Monderie de nuire aux investissements forestiers avec leur film dérangeant. Nous pourrions nous aussi accuser le ministre Brassard de freiner le développement d'une société innovatrice et audacieuse.

Nous croyons qu'avec un peu plus d'audace, et évidemment d'argent, il est possible pour le Québec de vraiment devenir un chef de file mondial au niveau des pratiques d'aménagement forestier. Quelles seraient donc, selon nous, les grandes lignes d'un projet de loi audacieux? Nous en parlons demain.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Benoit Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Béhar (responsable), Stéphane Ballargonne (théâtre), Paul Cauchon (médias), Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Pierre O'Neill, Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commiss). La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Dérone, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Philippe Gagné, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Turgeon : Martine Turgeon (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida. MANON BLANCHETTE, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon : Martine Turgeon (directrice). JOHANNE BRIEN (responsable à la clientèle), Huguette Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lalleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

### Les travailleurs d'Acier Leroux votent en faveur du nouveau contrat de travail

(PC) — Les travailleurs de la compagnie Acier Leroux, à Boucherville, ont voté à 84 % en faveur de leur nouvelle convention collective, lors d'une assemblée qui a eu lieu le 30 juin dernier. Le nouveau contrat de travail, d'une durée de trois ans, comprend des augmentations de salaire totalisant 9 %. Cinq postes de camionneurs alloués à la sous-traitance seront désormais convertis en postes syndiqués. Acier Leroux, un distributeur d'acier, possède également des installations à Longueuil, Québec, et Chicoutimi, en plus de son usine à Boucherville. L'entreprise compte 642 employés au Québec, ainsi que 500 autres salariés au Canada et aux États-Unis.

## NORD

SUITE DE LA PAGE 1

norité de la langue innue qu'ils ne confondent pas avec l'Inuktitut, bref, qu'ils ont une idée générale du pays dans lequel ils vivent.

Car autrement, ce serait bien terrible. Nos enfants pourraient passer leur vie en connaissant mieux la géographie de l'Europe et des États-Unis que celle de leur propre pays. Ils pourraient même développer quelques idées préconçues sur Matagami ou sur Chibougamau. Ils pourraient croire qu'il n'y a rien au Nord, rien à faire, rien à dire et rien à retenir. L'immensité est sans valeur, le cours du silence est à son plus bas. Y aller constitue une punition, y vivre une condamnation. Ce n'est pas gentil pour les Denés Chippewyan, c'est insultant pour Iqualuit, pour Yellowknife et pour tous les Grands Lacs de l'Ours du monde, mais que voulez-vous!

La société moderne abolit les distances et elle s'impatiente devant tout ce qui prend plus qu'une heure. Alors le Nord n'est plus un sacrement, ce n'est plus une porte, ce n'est plus un message. Le territoire est inutile et son immensité est superflue. Ne restent que les rites de la lassitude, des rites sans importance devant un monument aux morts devant lequel personne n'a plus le temps de s'arrêter.

## DOLLAR

SUITE DE LA PAGE 1

Celui que l'on qualifie de «parrain» de la nouvelle monnaie unique européenne, l'euro, est depuis longtemps partisan des taux de change fixes entre le dollar canadien et le dollar américain. «Le Canada n'a pas plus de raisons d'avoir ses propres taux de change que la Colombie-Britannique», a-t-il déclaré au *Devoir* dans une entrevue exclusive publiée aujourd'hui.

Robert Mundell croit d'ailleurs que si le Canada s'entête à suivre une politique monétaire indépendante, le dollar canadien pourrait descendre jusqu'à 0,50 \$ US.

«À long terme, les petites monnaies ont tendance à se déprécier. La fluctuation du dollar canadien est une catastrophe pour les exportateurs. C'est un facteur d'incertitude. Il devient alors impossible de faire des investissements hors frontière qui ne rapportent que de petites marges de profits.»

Pour l'économiste de renommée internationale né à Kingston, en Ontario, ce n'est pas une monnaie indépendante qui protégera l'identité canadienne.

VOIR NOTRE ENTREVUE EN PAGE B 1.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledavoir.com](http://www.ledavoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledavoir.com](mailto:redaction@ledavoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Par courriel [abonnements@ledavoir.com](mailto:abonnements@ledavoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

le 24 mars dernier, par le sous-ministre adjoint aux opérations régionales, Alain Verreault. Cet avis a été rédigé par Me Alain Paquet, de la Direction des affaires juridiques.

En mai 1999, Gestion Serge Lafrenière, un autre pisciculteur de l'Outaouais, obtenait deux millions en compensation du ministère de l'Environnement pour l'annulation de son «certificat d'autorisation», qui lui avait permis de polluer sévèrement le lac Heney, dans l'Outaouais. Le pisciculteur Lafrenière a dû fermer ses installations à la suite d'une injonction obtenue par un riverain. Le tribunal avait aussi annulé les certificats émis par le ministère qui n'avait pas, selon le tribunal, assumé son obligation d'analyser les impacts environnementaux de ce projet avant de l'autoriser.

Et c'est exactement ce qu'il a omis de faire dans le dossier Thauvette au moment même où il devait payer pour les pots cassés au lac Heney, précise l'avis juridique.

Ce dernier est d'autant plus dévastateur qu'il met en cause non pas deux cas d'espèce, les piscicultures des lacs Heney et Forgeron dans l'Outaouais, mais une pratique officielle du ministère, qui autorise des projets sur la base de «directives» internes et d'«objectifs environnementaux de rejets» (OER), sans valeur juridique et mal appliqués, au lieu d'évaluer les projets soumis en identifiant tous leurs impacts environnementaux.

Le sous-ministre Verreault confirme d'ailleurs l'ampleur du problème, déjà stigmatisé par la commission Doyon sur les petites centrales privées, en soulignant que «l'impact de cet avis juridique dépasse largement ce dossier particulier et soulève un débat sur les devoirs et responsabilités du ministère de l'Environnement lors de la délivrance de certificats d'autorisation (piscicultures, porcherie, industries, etc.)».

#### Erreurs et omissions

On se rappellera que l'Environnement laisse présentement Alcan procéder à la construction d'une importante usine au Saguenay sans que cette entreprise n'ait obtenu préalablement son certificat d'auto-

risation. Or, précise l'avis juridique obtenu par *Le Devoir*, non seulement les certificats d'autorisation constituent un préalable incontournable au démarrage des projets mais, surtout, ils ne peuvent être émis sans que le ministère n'ait évalué la nature, les volumes et les impacts des contaminants émis, ni trouvé les moyens de s'assurer de leur innocuité.

L'importance des erreurs et omissions de l'Environnement dans le dossier Thauvette devrait l'inciter à rechercher, selon l'avis juridique, «une solution négociée de l'ensemble du dossier avec Gosselin [le requérant du recours collectif] et son groupe ainsi qu'avec Thauvette, laquelle solution se solderait par la cessation rapide de l'exploitation de la pisciculture, en contrepartie d'une juste et préalable indemnité, et par l'indemnisation des dommages subis par les propriétaires de résidences aux lac Forgeron. En agissant diligemment, il est possible que le ministère évite de s'engager dans un recours collectif, comme c'est le cas dans le dossier du lac Heney».

L'évaluation des piscicultures, dont Québec et Ottawa favorisent l'implantation jusque dans la mer (aquaculture), devrait tenir compte, précise l'avis, du fait que, «l'ensemble des transformations chimiques et biologiques qui s'accomplissent dans l'organisme des poissons étant élevé par rapport à d'autres animaux, la charge polluante d'une pisciculture moyenne équivaut souvent à celle d'une porcherie». Avec cette différence que les rejets filent directement à l'eau...

Le pisciculteur Thauvette a introduit une première demande en 1985 pour 20 tonnes de dorés. Il a changé de type d'élevage en 1987 et obtenu de hausser sa capacité à 60 tonnes en 1991. Chaque fois, le ministère s'est contenté de lui envoyer un questionnaire, basé sur une directive interne, qui demeure totalement «silencieuse sur le type d'alimentation de la biomasse et en particulier sur la teneur en phosphore des moulées utilisées».

De plus, à chaque nouvelle demande, le ministère n'a pas tenu compte du fait que le pisciculteur n'avait pas réalisé une partie des travaux qu'il lui avait imposés antérieurement.

En 1993, Thauvette veut encore s'agrandir. Il ne

fournit pas davantage de description de la nature et du volume des contaminants projetés, ni même de sa propre production annuelle de poissons!

#### Aveuglement institutionnel

De son côté, l'analyse du ministère se limite à noter que le ruisseau récepteur est bien oxygéné puisqu'il coule sur une «multitude de pierres», que l'autopurification des effluents se réalisera sans doute dans le bassin de sédimentation projeté et que, partant, le projet est acceptable sur le plan environnemental.

L'avis juridique qualifie «d'aveuglement institutionnel» le fait d'accepter comme solution la construction d'un bassin de sédimentation dont absolument personne n'a validé l'efficacité comme épurateur.

Quand, en 1996, Thauvette demande une autre fois de hausser sa capacité de production à 180 tonnes de truites par année, le ministère autorise le projet en se satisfaisant, cette fois, de pouvoir vérifier, plus tard, si cette nouvelle charge de phosphore va affecter le lac Forgeron.

L'avis juridique énumère les omissions de ce dernier examen: «aucune évaluation préalable de la nature et du volume des contaminants»; «aucune évaluation préalable de l'efficacité d'un traitement par bassins de sédimentation» par rapport au volume et à la nature des rejets anticipés; «aucune évaluation préalable de la capacité du milieu récepteur de supporter une contribution supplémentaire en phosphore résultant de l'augmentation de production de la pisciculture, non plus qu'aucune demande en ce sens du ministère à Thauvette». Par ailleurs, «il n'y a eu aucune étude ou recherche digne de ce nom préalablement à l'émission du certificat d'autorisation de 1996».

L'application de la procédure d'évaluation des projets ne doit pas, précise l'avis juridique, devenir «l'occasion d'un marchandage entre le ministre, ses fonctionnaires, le demandeur et son consultant... Et si le projet avait été mieux évalué en amont, en investissant dans les indemnités qu'il faudra payer dans une analyse rigoureuse du dossier, le ministère se serait évité plusieurs problèmes. En plus de respecter la loi, conclut l'avis juridique confidentiel.

## TABLEAU

SUITE DE LA PAGE 1

kalicieux ont dû subir l'affront d'une annulation, causée par des problèmes de transport, dit-on.

La culture, qu'elle vienne du *high* ou du *low art* mais surtout celle qui carbure à l'urbain, aime puiser ses références à gauche et à droite. De plus en plus, elle n'hésite pas à le faire, avec de moins en moins de culpabilité, consciente qu'elle vient d'années qui l'ont précédée, au courant du fait qu'elle est un produit des James Brown et consorts.

À l'intérieur du microcosme des soirées techno du FIJM, se retrouve un avatar de la culture dite *underground* des années quatre-vingt, celui de la peinture en direct. Les trois gars du montréalais Heavyweight Art Installation (HVW8), le peintre Gene Starship, le graphiste Tyler Gibney et l'artiste de graffiti Dan Buller, s'échinent tous les soirs sur une toile carrée de deux mètres de côté, un format qui rappelle (toutes proportions gardées) les surfaces des pochettes de disque. Dans un même élan, la galerie du Centre des arts Saïdye Bronfman présente non pas une sélection d'œuvres d'HVW8, mais la totalité des œuvres réalisées l'an dernier lors de soirées technos avec les meilleurs de la profession, les Tobin et autres The Herbaliser.

La totalité? Précisément, pour voir autant les réusites que les bébêtes de cet art sous pression. Il ne s'agit pas de montrer les meilleurs coups, mais bien tous les coups du collectif. Attention par contre, pas question ici d'une rhétorique moderniste, d'une peinture qui parle de peinture et qui repousse les limites de celle-ci, pas de discours d'avant-garde artistique. Non. On baigne ici en pleine culture de la nouvelle image. Mangas et autres *cartoons*, science-fiction, culture techno, design commercial, vieilles pochettes de disque vinyle, graffiti et icônes de la culture *groovy* des années soixante et soixante-dix — on reconnaît Herbie Hancock ou Neil Armstrong ou des fragments tirés de *La Guerre des étoiles* —, en plus de leurs pendants psychédélics, tous sont évoqués dans un amalgame de signes graphiques en fusion. Voilà ce qui fait le pain des HVW8. Ils puisent dans des sources multiples, sans s'en formaliser, pour autant que les renvois soient clairs, et ils le sont.

Au Centre Saïdye Bronfman, sont accrochées les œuvres créées lors du FIJM 1999 puis lors de la tournée avec les Londoniens Herbaliser et Roots Manuva. Au Club Soda, s'accumuleront les toiles que le trio produira chaque soir. Et chaque soir s'ajoutera un nouveau carré de toile maculée par les bons soins du trio.

Un vieil élan de nostalgie que ce type de performance? HVW8 baigne dans la culture rapide de l'image d'Internet et de la vidéo. Pas sûr que les gars connaissent les soirées de Peinture en direct des années quatre-vingt aux Foufoules électriques. Certain qu'ils ne connaissent pas la proto-peinture en direct que l'artiste français Yves Klein produisait dans les années cinquante, avec ses modèles féminins nus qu'il utilisait comme pinceaux.

Pour remplir les tableaux soir après soir, le bassin de référence des trois gars n'est pas là. La pulsion au collage qui les tient est plus proche des soubresauts de l'image télévisuelle et des murs vidéos des clubs que des connaissances de type beaux-arts. Les graffiti joués en 3D côtoient des personnages hip flanqués au premier plan, les lignes et les textures remplissent la surface.

Ces compositions, certaines sophistiquées, sont le fruit de la collaboration entre trois scribeurs visuels qui travaillent simultanément sur un même petit espace. Les HVW8 n'ont aucune prétention de révolutionner l'art, ce qui n'est strictement pas leur terrain. Leurs toiles renseignent sur les nouvelles tendances de l'image. Aussi, pendant l'acte lui-même de peindre, il faut voir cette collaboration dont les ressorts ne doivent pas être si simples. L'art de HVW8 ne se conjugue pas à la première personne du singulier, mais bien à la troisième du pluriel. L'art du *sampling* visuel se fait multiple.

Catalogue, 45 tour techno (oui, oui!) avec Amon Tobin et le singulier Kid Koala (lancé par Ninja Tune Recording Artists, avec HVW8 et Victor Africa) sont au programme de l'exposition (au 5170, Chemin de la Côte, boulevard Catherine, jusqu'au 20 août). Au Club Soda, Saint-Laurent-Saint-Laurent, à minuit, tous les soirs la série se poursuit. Sur le Web: [www.hvw8.com](http://www.hvw8.com).



THE HISTORY OF THE VICTORIAN ORGANISATION OF NURSES FOR CANADA, A CENTURY OF CARING  
Fondé il y a 103 ans, l'Ordre de Victoria a des antennes partout au Canada.

## MORT

SUITE DE LA PAGE 1

Toutes ces incongruités s'expliquent à son avis par le manque de volonté politique de prendre véritablement le virage des soins palliatifs à domicile. «Le plus difficile, c'est de faire comprendre au gouvernement que la mort, c'est la maladie la plus mortelle de toutes et qu'en plus, eh oui, toute la population y passera un jour ou l'autre!»

Pour tout dire, à l'hôpital comme à la maison, les soins palliatifs sont les parents pauvres de la santé. Dans les hôpitaux, ces unités, toutes petites, comptent souvent parmi les premières à être menacées de fermeture aux heures de lourdes compressions.

Dans ces conditions, à peine 5 à 10 % des Québécois bénéficient de ces soins palliatifs tout entiers tournés vers le mieux-être d'un patient atteint d'une maladie terminale.

#### Agonie 101

Quand un malade choisit de mourir à la maison, dans ses affaires, il revient d'abord aux infirmières de CLSC de les accompagner. «Or la route quotidienne d'une infirmière de CLSC est généralement de sept visites à domicile faites de changements de pansements en suivi post-opératoire, note le Dr Dechêne. Quand, deux ou trois fois par an, elle tombe sur une famille qui accompagne un mourant, elle doit vite donner son cours 101 intensif sur l'agonie. «Voici la morphine. Voici une dose. Pour tel niveau de douleur, telle dose, à tel intervalle.» Parfois, le cocktail est fait de trois ou quatre médicaments différents. Allez expliquer cela à la savante à quelqu'un qui n'y connaît rien.»

Et c'est ainsi que des familles mal préparées, mal entourées, paniquent, et envoient leurs vieux parents passer leurs dernières heures dans un hôpital dont ils ne voulaient pas.

Selon le docteur Dechêne, la chose est pressante: il faut absolument former des infirmières qui ont librement choisi les soins palliatifs, qui s'y consacrent entièrement, qui auront la vocation et qui seront capables de faire face à la mort.

«On ne peut pas demander à une infirmière de 22 ans, ou à une autre qui vient de vivre un deuil ou un divorce de s'y consacrer», croit aussi Benoit Deschamps, médecin spécialisé en soins palliatifs à domicile au CLSC Saint-Louis-du-Parc.

Il faudrait aussi beaucoup plus de médecins qui soient disposés à prodiguer des soins palliatifs à domicile. Dans l'immédiat, ils ne se bousculent pas. Non par manque d'intérêt, croit Geneviève Dechêne, mais par lucidité. Pour la poignée de médecins qui survivent à la tâche, relève-t-elle, les heures sont longues et le salaire, ridicule... «Au nombre d'heures que j'y mets, en appels ici et là pour rassurer une famille ou régler un problème, je calcule que je ne suis payée que 8 ou 10 \$ l'heure. Voyez un peu: je viens de former un jeune médecin et il arrête tout. Brûlé.»

Parce qu'un mourant vit la nuit, parce que la mort n'attend pas, des médecins et des infirmières vont même jusqu'à donner leur numéro de téléphone à la maison aux familles les plus inquiètes. Mais le Dr Dechêne ne se fait pas d'illusion. «Dans le fond, quand les médecins des soins palliatifs à domicile finissent par éteindre cellulaires et téléavertisseurs, ça fait l'affaire des CLSC. Les familles, en état de panique, composent le 9-1-1 et la facture est envoyée à l'hôpital.»

#### Pour une garde 24 heures sur 24

L'un des problèmes majeurs vient de ce que le système public n'offre aucun service de garde 24 heures sur 24. «Entre 20h et 8h le matin, et les fins de semaine, les CLSC ferment et remettent alors leurs patients entre les mains des infirmières d'agence», note le Dr Dechêne.

En dehors des heures d'ouverture, les familles laissées à elles-mêmes sont nombreuses à composer le 9-1-1. «À l'urgence, on fait alors passer au patient quantité de tests inutiles alors qu'il est à quelques jours ou quelques semaines de la mort», raconte le Dr Deschamps. Avec un peu de chance, j'arrive sur place à temps et évite tout cela à mes patients.»

Seul l'Ordre de Victoria, qui jouit de la plus enviable réputation, peut être joint 24 heures sur 24. Paradoxalement, bien que la moitié des mourants accompagnés par l'Ordre de Victoria lui soient envoyés par les CLSC et les hôpitaux, le gouvernement ne lui verse pas un sou. Une vraie aubaine, d'autant que toute mort à domicile coûte moins cher à l'État.

Fondé il y a 103 ans, l'Ordre de Victoria a des antennes partout au Canada. À Montréal, ces sept infirmières effectuent 3500 visites annuellement, sans que leurs patients ne déboursent un sou. «Les assurances personnelles nous procurent à peine 22 000 \$ des 175 000 \$ que coûte annuellement notre programme de soins palliatifs à domicile», précise Rosalyn Liddy, directrice de l'Ordre de Victoria à Montréal. «Tout le reste, nous devons le trouver par des campagnes de financement.»

L'entraide Ville-Marie, subventionnée, celle-là, est le seul autre regroupement providentiel d'infirmières spécialisées en soins palliatifs. Ces 18 infirmières voient annuellement environ 1200 patients, souvent envoyés par les CLSC et les hôpitaux. Sa force: ses infirmières dévouées, et les 8600 heures bénévoles qu'organisent en plus ses dirigeants pour donner un répit aux familles épuisées. Sa faiblesse: la fermeture du service après 22h. La nuit, les patients doivent s'en remettre au service téléphonique d'Info-Santé.

Marie Messier, infirmière depuis huit ans à Entraide Ville-Marie, croit que la chose n'est pas si dramatique. «Une infirmière expérimentée sait voir venir les choses et, avec une ordonnance qu'elle peut adapter, elle peut changer les doses au besoin, lors de sa dernière visite de la journée auprès de son patient.»

#### Des infirmières autonomes, mais...

Vrai, les infirmières, très autonomes en matière de soins palliatifs à domicile, peuvent prévoir les complications à venir lorsqu'elles ont beaucoup d'expérience. Seulement, note le Dr Dechêne, avant de consentir à accompagner jusqu'à la toute fin un proche en phase terminale, sa famille veut être bien certaine qu'à tout moment, elle pourra joindre une infirmière ou un médecin 24 heures sur 24.

«La nuit, les mourants sont souvent plus angoissés et ont besoin d'être rassurés. Une infirmière expérimentée saura souvent tout arranger par un simple coup de fil, poursuit le Dr Dechêne. Mais parfois, les problèmes sont plus complexes et les familles ont besoin d'aide, et vite. Et quand on y pense, si ces patients n'étaient pas traités à la maison, ils se trouveraient aux soins intensifs. Dans les hôpitaux, les soins intensifs, la nuit, ne se voient pas de leurs effectifs.»